

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.389
17 février 1987

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUATRE-VINGT-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 17 février 1987, à 10 heures.

Président : M. FAN Guoxiang (Chine)

Le PRESIDENT (traduit du chinois) : Je déclare ouverte la 389ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son ordre du jour, la Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 1 de son ordre du jour intitulé "Interdiction des essais nucléaires", et le point 2 intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

Conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

La liste des orateurs d'aujourd'hui comprend les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de Sri Lanka, de la République fédérale d'Allemagne, de la République démocratique allemande, de la Mongolie et de l'Egypte.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit sur ma liste, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Comme vous le savez, hier 16 février, Mikhail S. Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, a pris la parole à Moscou devant les participants au Forum international pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité. Le texte de sa déclaration a été distribué à l'intention des délégations en tant que communiqué de presse.

Parlant de la restructuration de la société qui est en cours dans notre pays, M. S. Gorbatchev a souligné que l'Union soviétique, afin de se concentrer sur un travail créateur de rénovation, avait besoin de la paix, de la prévisibilité et d'une orientation constructive dans les relations internationales. Notre désir d'améliorer notre pays ne nuira à personne et le monde ne fera qu'y gagner.

La restructuration, pour souligner son aspect international, est une invitation lancée à tout système social en vue d'entrer dans une compétition pacifique avec le socialisme pour le progrès général et la paix mondiale. Mais pour que cette compétition se déroule d'une manière civilisée digne de l'humanité du XXIe siècle, il nous faut adopter une optique nouvelle et abandonner la mentalité, les clichés et les dogmes hérités d'un passé à jamais révolu.

Comme l'a dit le dirigeant soviétique, nous sommes arrivés à la conviction que, dans le monde complexe et contradictoire d'aujourd'hui, des démarches et des méthodes nouvelles sont nécessaires pour résoudre les problèmes internationaux. Cette conclusion nous amène à reconsidérer ce qui paraissait autrefois une évidence et à prendre pleinement conscience qu'avec l'avènement et le perfectionnement des armes nucléaires, le genre humain a

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

perdu son immortalité. Il ne pourra la retrouver que si ces armes sont détruites. Les puissances nucléaires doivent laisser derrière elles leur ombre atomique et entrer dans un monde dénucléarisé, mettant fin au divorce de la politique et des normes de l'éthique humaine. Une tornade nucléaire, a dit M. S. Gorbatchev, emporterait tout autant les socialistes que les capitalistes, les justes aussi bien que les pécheurs.

Se référant aux initiatives de désarmement de l'URSS, le dirigeant soviétique a noté qu'aucune de nos propositions n'envisageait d'exclure des négociations une arme quelconque en notre possession. Notre principe est simple : toutes les armes doivent être limitées et réduites, les armes de destruction massive devant être ultérieurement éliminées. M. S. Gorbatchev a souligné en particulier que l'Union soviétique s'était déclarée prête à abolir les armes chimiques dans leur totalité.

Les négociations sur une interdiction des armes chimiques ne datent pas d'hier, mais ce n'est que récemment que s'est ouverte la perspective d'une conclusion heureuse, dans un très proche avenir même. C'est là un résultat important des initiatives et des efforts constructifs entrepris par de nombreux pays - tels la Pologne, la République démocratique allemande, la Bulgarie, la Suède, le Pakistan, l'Indonésie, la Grande-Bretagne, l'Australie et d'autres - ainsi que par les présidents du Comité spécial et de ses groupes de travail. Un progrès est apparu l'an dernier lorsque l'Union soviétique, partant des dispositions fondamentales de la déclaration du 15 janvier 1986, a présenté plusieurs séries de propositions qui ont contribué à accélérer les négociations et à arriver à un accord sur certaines parties de la future convention.

Je crois qu'il y a tout lieu de considérer la session de négociations en cours comme décisive. Nous nous trouvons maintenant en présence non seulement du cadre de la convention, mais aussi de solutions à la plupart des questions fondamentales et, qui plus est, de textes concertés pour de nombreuses dispositions.

Parallèlement, il reste un certain nombre de problèmes à résoudre, et je voudrais mentionner à cet égard la déclaration et la vérification des stocks d'armes chimiques et les inspections par mise en demeure. D'autres travaux sont nécessaires pour les dispositions concernant la non-production d'armes chimiques dans l'industrie commerciale, la définition d'une installation de fabrication d'armes chimiques et des mesures d'élimination, la portée de l'interdiction, et certaines autres questions. Les articles relatifs à la "procédure" ne doivent pas être non plus oubliés (signature, entrée en vigueur, dépositaire, etc.). Il nous faut donc agir promptement et systématiquement de manière à s'entendre sur toutes les questions en suspens, à arrêter le texte définitif de la convention et à l'ouvrir à la signature.

Nous sommes d'accord avec l'Ambassadeur R. Butler, chef de la délégation australienne, qui, se référant à la tâche actuelle des participants, a déclaré le 3 février : "En 1987 nous devons accélérer le rythme de nos négociations afin de saisir l'occasion réelle qui nous est donnée de conclure une convention cette année".

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le seul moyen de réussir est de rechercher des solutions mutuellement acceptables et de négocier en tenant compte des intérêts légitimes de chacun.

La délégation soviétique se félicite des efforts énergiques que déploie l'Ambassadeur R. Ekéus, Président du Comité spécial, en vue de faire aboutir les négociations.

Durant la période intersessions, l'Union soviétique a exploré en profondeur et sous tous ses aspects le bilan des négociations à la Conférence du désarmement, de même que ses propres positions sur les questions en suspens et la manière dont les autres pays les abordent. Ce faisant, nous avons cherché avant tout des issues possibles et nous avons donné à nos spécialistes des instructions en conséquence.

Dans sa déclaration d'aujourd'hui, la délégation soviétique voudrait présenter des propositions et des réflexions sur la solution d'un certain nombre de questions concernant la future convention, en vue d'intensifier et de faire progresser les négociations.

J'ai déjà mentionné les stocks d'armes chimiques. Ils font l'objet de l'article IV du projet de convention à l'examen, intitulé "Armes chimiques". L'accord s'est déjà réalisé sur un certain nombre de dispositions importantes à cet égard, y compris la déclaration des volumes des stocks, l'organisation de la destruction de ces stocks et la vérification des activités des installations de destruction des armes chimiques. Jusqu'à présent, toutefois, il n'a pas été possible de s'entendre sur les dispositions relatives à la déclaration et à la vérification internationale de l'emplacement des stocks. L'accord a buté contre un certain nombre de considérations parfaitement légitimes en matière de sécurité nationale, avancées notamment par la délégation française et par notre délégation. Pour notre part, nous avons encore une fois pesé tous les facteurs en jeu, en tenant compte de la nécessité d'accélérer les négociations et des préoccupations exprimées par plusieurs pays, dont les Etats-Unis, qui jugent particulièrement important de résoudre cette question le plus tôt possible.

Nous sommes arrivés à la conclusion qu'en vue de trouver une solution rapide, il conviendrait d'accepter la proposition visant à donner accès aux armes chimiques, immédiatement après l'entrée en vigueur de la convention, pour les besoins de la vérification internationale systématique sur place des déclarations concernant les stocks.

A notre avis, chaque Etat partie devrait présenter, dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de la convention, une déclaration contenant des informations détaillées sur l'emplacement des stocks (entrepôts) se trouvant, au moment de l'entrée en vigueur de la convention, sous sa juridiction ou son contrôle sur son territoire national ou ailleurs. Cette déclaration préciserait entre autres l'emplacement exact de chaque entrepôt, la quantité et la composition des produits chimiques qui s'y trouvent, les méthodes de stockage, le nom de chaque produit chimique, les types de munitions et leurs calibres, etc.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les Etats parties devraient, dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de la convention, prendre des mesures en vue d'assurer la fermeture des entrepôts d'armes chimiques et empêcher le déplacement des stocks, sauf pour leur élimination.

Afin d'assurer un contrôle effectif des entrepôts fermés, il est nécessaire de prévoir des vérifications internationales systématiques grâce à l'utilisation permanente d'instruments - y compris la vérification des déclarations et de la fermeture des installations de stockage -, la mise en place par des inspecteurs d'appareils à cet effet et la vérification périodique de ces appareils, la présence d'inspecteurs au moment où les armes chimiques sont enlevées pour être éliminées, le plombage des véhicules de transport, etc. Dès l'enlèvement complet de toutes les armes chimiques de l'entrepôt, le groupe d'inspection international établirait un constat approprié.

Nous estimons que les propositions que nous avons présentées permettront d'arriver rapidement et sans retard à un accord sur toutes les dispositions relatives aux déclarations des stocks d'armes chimiques.

Un certain nombre d'autres questions portant sur l'article IV de la convention doivent être également examinées sous peu. Nous nous déclarons prêts à arriver à un accord sur tous les problèmes non réglés, y compris en ce qui concerne le calendrier, l'ordre et les méthodes d'élimination des armes chimiques. Etant donné les difficultés soulevées par la proposition visant à ce que les Etats parties aient le droit de réaffecter les armes chimiques, nous avons soigneusement pesé le pour et le contre et nous partons maintenant du principe que toutes les armes chimiques doivent être détruites.

La délégation soviétique espère que la souplesse de notre démarche permettra de résoudre ces questions et contribuera à accélérer les négociations. Nous demandons aussi aux autres délégations de se joindre à ces efforts et de présenter des propositions concrètes en vue de trouver des solutions mutuellement acceptables.

Dans son allocution d'hier, M. S. Gorbatchev a notamment déclaré ce qui suit à propos des problèmes de vérification : "maintenant que sont inscrites à l'ordre du jour d'importantes mesures de désarmement réel qui touchent le point le plus sensible, celui de la sécurité nationale, l'Union soviétique insistera sur l'application du système le plus strict de contrôle et de vérification, y compris la vérification internationale. Il faut qu'il y ait certitude complète que tous s'acquittent de leurs obligations".

C'est précisément la raison pour laquelle l'Union soviétique attache la plus haute importance à la réalisation d'un accord sur la vérification internationale effective au titre de la Convention. Cette vérification doit non seulement garantir l'assurance de la destruction des stocks d'armes chimiques et des installations de fabrication, mais aussi rendre impossible, en tout lieu, tout pays et tout temps, la réapparition des armes chimiques.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Il est généralement entendu que le mécanisme de vérification de la future convention sera fondé sur un système d'inspections internationales "de routine". D'autre part, on a également reconnu que ces inspections internationales devraient être complétées par des vérifications sur place par mise en demeure, de façon que l'ensemble du mécanisme soit particulièrement fiable. Ainsi, les inspections par mise en demeure serviraient avant tout à prévenir la violation de la convention. En fin de compte, elles assureraient la possibilité d'une vérification internationale à l'égard de toute activité relevant de la convention. Ces principes doivent être pleinement pris en considération lors de l'élaboration des procédures concrètes concernant la vérification par mise en demeure.

Il est par ailleurs évident que les participants aux négociations, malgré leur accord sur un certain nombre d'aspects importants, se heurtent encore à de grandes difficultés à l'égard de la vérification par mise en demeure. Nous pensons que ces difficultés tiennent à une raison tout à fait objective et réelle. Effectivement, il peut se trouver dans des Etats certains emplacements et certaines installations auxquels ne s'applique pas la convention et dont l'accès, à cause de leur caractère particulièrement sensible, est normalement interdit ou limité.

On ne peut donc exclure la possibilité qu'un Etat ait le droit de refuser une inspection par mise en demeure dans des cas exceptionnels, lorsque ses intérêts supérieurs sont menacés. L'existence de zones et de points sensibles de ce genre a d'ailleurs été reconnue dans le document de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe. A ce propos, nous considérons justifiée l'opinion de l'Ambassadeur G. Dolgu, chef de la délégation roumaine, selon laquelle il conviendrait de recourir aux dispositions de ce document lors des négociations concernant la convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Les participants aux négociations ont des avis différents quant à la solution du problème des vérifications par mise en demeure. Certains proposent de faire appel au Conseil exécutif. D'autres, tout en préconisant que l'accès à un certain nombre d'emplacements et d'installations "sensibles" soit accordé automatiquement à la première mise en demeure, prévoient des exceptions pour les propriétés privées. De plus, la procédure envisagée dans ces propositions pour les vérifications par mise en demeure, qui sauvegarde les intérêts des grandes puissances et des membres des alliances militaires, donne à un petit nombre d'Etats des droits dont sont privées pratiquement toutes les autres parties à la convention. Il existe aussi une proposition selon laquelle, dans le cas d'une mise en demeure, l'Etat visé pourrait suggérer des mesures de rechange qui devraient donner satisfaction à l'Etat requérant.

Etant donné ces propositions et ces démarches diverses, on pourrait apparemment se rapprocher d'un accord si l'on définissait un certain nombre de cas où il ne serait pas permis de refuser l'inspection dans les limites de la demande formulée, par exemple s'il s'agissait d'un emploi soupçonné d'armes chimiques ou des emplacements et installations déclarés au titre de la convention. Cette idée bénéficie, semble-t-il, d'un large appui auprès des

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

participants aux négociations. Cela se comprend d'ailleurs, car il s'agit de cas et d'installations auxquels s'applique le plus directement la convention et pour lesquels il ne devrait donc pas exister de raisons de refuser une inspection.

Quant aux autres cas, emplacements et installations, il pourrait être utile, du point de vue d'un accord sur la vérification par mise en demeure, de songer à des mesures de rechange - consistant même à examiner les installations de l'extérieur et à collecter aux alentours des échantillons chimiques. Cette démarche différenciée permettrait, à notre avis, de progresser à propos de cette question qui, tant qu'elle ne sera pas résolue, bloquera l'accord dans d'autres domaines.

Il reste bien entendu un problème épineux : que se passerait-il si les mesures de rechange ne donnaient toujours pas satisfaction à l'Etat ayant formulé la mise en demeure ?

Nous partageons l'espoir exprimé par l'Ambassadeur M. B. Theorin, chef de la délégation suédoise, selon laquelle "le rapprochement général des positions sur la vérification qu'on a constaté dernièrement devrait pouvoir faciliter un accord sur la question" (les vérifications internationales par mise en demeure). La délégation soviétique se déclare prête à rechercher activement des solutions mutuellement acceptables sur la base de toutes les idées et suggestions positives qui ont été présentées.

Un certain nombre de délégations nous ont demandé ce qu'il fallait entendre par vérification internationale permanente, procédure que l'URSS propose d'appliquer aux installations de destruction des stocks d'armes chimiques, aux installations spécialisées de fabrication de produits chimiques de la catégorie I à des fins autorisées et à un certain nombre d'installations de fabrication de précurseurs clefs. Je voudrais expliquer ici ce que nous entendons par vérification permanente. A notre avis, ce type de vérification peut être réalisé soit par la présence permanente d'inspecteurs internationaux dans les installations, soit par des visites d'inspecteurs internationaux combinées à l'utilisation permanente d'instruments de contrôle et de mesure dans les installations, y compris l'observation à distance. Quant aux modalités d'emploi de ces instruments, des solutions utiles pourraient être offertes, à notre avis, par l'expérience acquise dans l'application des garanties de l'AIEA : identification dans les installations de points "importants" sur le plan de la vérification, plombage de certaines unités, mise en place d'appareils de prise de vues et de mesure dans des secteurs convenus de la filière, entretien des instruments de vérification internationale par des inspecteurs internationaux, etc.

Quant aux inspections internationales systématiques, nous proposons que leur fréquence et leur calendrier soient déterminés par le Comité consultatif en fonction du risque posé dans l'optique de la convention par un produit chimique ou une installation donné. En élaborant les détails des inspections internationales systématiques, on pourrait aussi tirer parti de l'expérience

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

et de la pratique de l'AIEA, notamment en ce qui concerne les différents types d'inspection systématique (spéciale, de routine, etc.), la fréquence et le calendrier des inspections, et le droit de l'AIEA de choisir les installations à inspecter à un moment donné.

Nous estimons que l'expérience et la pratique de l'AIEA pourraient aussi nous aider à résoudre d'autres questions concernant la vérification du respect des dispositions de la convention sur les armes chimiques. On pourrait ainsi les utiliser en vue d'arriver à un accord sur le fonctionnement de l'inspectorat (nomination des inspecteurs, privilèges, modalités d'inspection, etc.).

Sur la base des dispositions figurant dans la convention, il conviendrait d'élaborer ultérieurement, en s'inspirant de l'AIEA, un accord type entre les Etats parties et l'organe approprié de la convention, qui régirait les aspects pratiques de la réalisation de la vérification internationale dans les installations (procédure de vérification, mesures spécifiques pour la fermeture des installations, etc.).

Lorsque la convention serait en vigueur, des mesures concrètes de vérification dans les installations de fabrication d'armes chimiques et dans les installations de destruction de ces armes seraient convenues entre les Etats parties et le Comité consultatif et seraient incluses dans les plans appropriés d'élimination des stocks et des installations.

La perspective de voir se conclure la convention met à l'ordre du jour des négociations la question de l'action réciproque des Etats dans la situation nouvelle qui naîtra de l'interdiction des armes chimiques. L'Union soviétique se prononce vivement en faveur de la mise en place d'une large coopération internationale sur une base équitable et mutuellement avantageuse pour le développement de la science et de l'industrie chimique à des fins pacifiques, qui se substituerait à l'élaboration, à la fabrication et au stockage d'armes chimiques. Il est certain que la future convention paraîtrait affaiblie en l'absence de dispositions concernant cette question. Cette convention peut devenir un exemple d'application concrète du principe reconnu du "désarmement pour le développement".

Les négociations sur l'interdiction des armes chimiques ont acquis de l'élan et nous espérons que les propositions que nous avons présentées aujourd'hui contribueront à un accord rapide sur la convention. Cependant, nous ne pouvons que nous tenir sur nos gardes face à certaines déclarations qui visent en fait à rendre les négociations plus difficiles.

Le magazine britannique Jane's Defence Weekly a récemment publié un article sur les armes chimiques dont l'auteur est K. Adelman, directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis (incidemment, cet article a été reproduit dans la Pravda). M. Adelman écrit "Pour avoir une chance d'y arriver [à une interdiction des armes chimiques], il nous faut veiller à ce que nos négociateurs n'aient pas les mains vides. Le Congrès, par conséquent, devrait donner suite à la demande de l'administration et autoriser le financement de la fabrication d'armes chimiques binaires".

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Cette logique est pour le moins étrange. Elle me rappelle un conte satirique de l'écrivain tchécoslovaque bien connu J. Hašek qui traite de la Conférence du désarmement à l'époque de la Société des Nations. Cette Conférence s'est littéralement volatilisée à la suite de la manipulation malencontreuse d'un nouvel explosif - la "washingtonite" - par un représentant des marchands de canons qui attendait à l'entrée de la salle pour montrer aux participants un échantillon de son produit.

Il est à regretter que la délégation américaine continue à avoir dans ses bagages non pas des propositions de compromis, mais de nouveaux types d'armes chimiques qui ne peuvent qu'empoisonner l'atmosphère des négociations.

La délégation soviétique, Camarade Président, a énoncé aujourd'hui certaines considérations sur les moyens d'arriver à un accord lors de la prochaine étape des négociations. Nous avons l'intention de poursuivre activement nos initiatives en vue d'élaborer cette année la convention sur l'interdiction des armes chimiques. La conclusion de cette convention aurait des conséquences positives d'une grande importance, et non pas seulement dans le domaine militaire. Elle démontrerait qu'il est concrètement possible de résoudre les problèmes complexes du désarmement grâce aux efforts conjoints des Etats et elle contribuerait à créer un climat politique plus sain. Tel est le but des nouvelles propositions soviétiques et nous attendons des autres participants aux négociations une démarche analogue à propos des questions en suspens.

Le PRESIDENT : Je remercie de sa déclaration le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Dhanapala.

M. DHANAPALA (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Les liens d'amitié séculaires qui unissent nos deux pays, Monsieur le Président, ont créé des relations privilégiées entre nos deux Etats souverains et égaux, en dépit des vastes différences de dimension, de population et de puissance qui nous séparent. Dans le domaine du désarmement, nous avons respecté votre approche de principe et vos nombreuses initiatives, y compris l'engagement de ne pas utiliser en premier les armes nucléaires, une réduction unilatérale d'un million d'hommes dans les effectifs de vos forces armées, votre décision de ne pas procéder à des essais nucléaires dans l'atmosphère et votre politique constante selon laquelle le désarmement touche aux intérêts de toutes les nations, quelles que soient leur dimension et leur puissance, comme l'a déclaré votre Ministre des affaires étrangères dans le message qu'il a adressé à notre Conférence le 3 février. En tant qu'éminent représentant de votre pays, vous donnerez sans nul doute à nos travaux, au cours de ce premier mois de la session de 1987, l'impulsion nécessaire pour nous faire progresser dans notre tâche de négociation visant au désarmement.

Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier l'Ambassadeur Alan Beesley, du Canada, pour la compétence remarquable avec laquelle il a présidé nos travaux au mois d'août 1986 et durant la période intersessions.

(M. Dhanapala, Sri Lanka)

Ma délégation présente ses sincères condoléances à la délégation des Etats-Unis et à la famille du défunt Ambassadeur Donald Lowitz. Nous avons perdu un ami et un collègue dont on se rappellera longtemps les qualités personnelles exceptionnelles. Au début de cette nouvelle session de notre Conférence, ma délégation tient à reconnaître la contribution apportée à notre instance par l'Ambassadeur Sutowardoyo, de l'Indonésie, l'Ambassadeur Franceschi, de l'Italie, l'Ambassadeur Issraelyan, de l'URSS et l'Ambassadeur Vidas, de la Yougoslavie, qui nous ont quittés. En même temps, nous souhaitons la bienvenue à MM. les Ambassadeurs Hacene, de l'Algérie, Barbosa, du Brésil, Morel, de la France, Pugliese, de l'Italie, Yamada, du Japon, Dolgu, de la Roumanie, Nazarkine, de l'URSS et Kosin, de la Yougoslavie. Ma délégation a été particulièrement frappée par la déclaration bouleversante qu'a faite, la semaine passée, l'Ambassadeur Yamada, en tant que survivant de l'holocauste d'Hiroshima. Nous devrions certes garder présents à l'esprit à tout moment les mots gravés sur le monument d'Hiroshima "que cela n'arrive jamais plus" lors de nos importants travaux à la Conférence afin de faire en sorte qu'ils deviennent réalité à notre époque. La théorie de la dissuasion nucléaire fondée sur la poursuite de relations hostiles et la crédibilité de la menace de voir se reproduire cet holocauste n'a conduit qu'à accumuler des arsenaux d'armes nucléaires d'une puissance explosive supérieure à un million de bombes d'Hiroshima et à accroître l'insécurité.

Bien que l'année passée ait été proclamée Année internationale de la paix, les événements que l'on a enregistrés pendant cette période n'ont pas répondu aux aspirations profondes des peuples du monde en ce qui concerne la réalisation d'accords concrets sur le désarmement. Néanmoins, nous reconnaissons que l'amélioration importante du climat international des négociations sur le désarmement observée depuis 1985 s'est poursuivie. La rencontre de Reykjavik a été une occasion perdue, alors qu'elle aurait pu aboutir à un progrès décisif. L'importance historique véritable des discussions de cette fin de semaine dépendra de la mesure dans laquelle les participants à cette rencontre sont prêts à en tirer la leçon. Les informations dont nous disposons jusqu'à présent ne sont pas encourageantes. Les dirigeants de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, qui ont tenu une réunion au sommet à Bangalore, les 16 et 17 novembre 1986, ont exprimé comme suit leur opinion sur la rencontre de Reykjavik :

"Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont noté avec une profonde déception que les espérances qu'avait fait naître le Sommet de Reykjavik ne se sont pas réalisées. Néanmoins, ils ont observé avec satisfaction que les propositions faites au Sommet étaient toujours valables. Ils ont exprimé le vif espoir que les négociations reprendraient sans délai afin d'accomplir un pas décisif vers la réalisation de l'objectif final de l'élimination complète des armes nucléaires."

(M. Dhanapala, Sri Lanka)

Pour Sri Lanka, qui est l'un des membres fondateurs du mouvement des pays non alignés et l'un de ses premiers présidents, la Conférence au sommet des dirigeants des pays non alignés qui s'est tenue à Harare a représenté un événement important au cours de l'Année internationale de la paix. La déclaration publiée à cette occasion exposait les principaux principes et politiques des 101 pays non alignés en matière de désarmement et de sécurité internationales. Ces principes reposent sur la notion de la sécurité globale des pays non alignés, que la Déclaration de Harare a exposée dans les termes suivants :

"De tous temps, les Etats ont pensé pouvoir défendre leur sécurité en possédant des armes. Les armes nucléaires sont venues tout changer. Ces armes sont plus que des armes de guerre, ce sont des instruments d'annihilation de masse. L'accumulation d'armes, et surtout d'armes nucléaires, est une menace pour la survie même de l'humanité. Il est donc impératif que les Etats renoncent à leur objectif dangereux de sécurité unilatérale reposant sur l'armement et choisissent celui d'une sécurité commune par le désarmement."

Au cours de la présente session, de nombreux orateurs ont souligné les réalisations obtenues à la première Commission lors de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'Ambassadeur du Mexique a exposé en détail les résolutions adoptées à l'égard de certaines des principales questions, y compris les questions nucléaires prioritaires. Ma délégation a également été encouragée par le climat qui y régnait et par la composition des votes, qui révélait un domaine d'accord plus étendu sur les questions essentielles du désarmement. Nous devons maintenant affronter une épreuve cruciale lorsque nous essaierons de replacer ces résolutions dans le contexte des négociations de notre Conférence. La convergence réalisée dans les organes délibératifs des Nations Unies qui s'occupent du désarmement ne saurait coïncider avec une divergence de vues dans cet unique organe de négociation. L'espoir qui a été exprimé de voir une évolution positive lors de notre session de 1987 est donc justifié, et la délégation sri-lankaise joindra ses efforts à ceux des autres délégations pour assurer sa réalisation. A ce propos, un fait nouveau dont nous nous félicitons est l'entrée en vigueur du Traité de Rarotonga et la signature des Protocoles pertinents par deux des cinq puissances nucléaires.

En 1987, l'Année de la Paix a cédé la place à l'Année du logement des sans-abri proclamée par l'Organisation des Nations Unies sur la base d'une proposition faite en 1980 par le Premier Ministre sri-lankais, M. Premadasa. L'accent ainsi mis sur un aspect essentiel du développement considéré comme un investissement dans l'humanité nous rappelle également à tous le rapport qui existe entre le désarmement et le développement. Toutes les normes d'expérience nous enseignent que les dépenses totales consacrées aux armements tant nucléaires que classiques, qui s'élèvent à près d'un trillion de dollars par an, sont incompatibles avec un développement économique et social stable et équilibré et contribuent aux distorsions et aux déséquilibres de l'économie mondiale. La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et

(M. Dhanapala, Sri Lanka)

le développement qui a été reportée à cette année et qui doit se tenir à New York peut aboutir, grâce à une participation universelle et à une préparation intensive, à un programme convenu de mesures de désarmement permettant de libérer des ressources aux fins du développement.

Un autre événement proche qui intéresse notre Conférence est la Réunion en 1988 de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ainsi que ses préparatifs, qui commencent cette année. La proximité de cette troisième session extraordinaire devrait nécessairement prêter un caractère d'urgence à nos travaux. L'achèvement de la Convention sur les armes chimiques et du Programme global de désarmement avant l'ouverture de cette session est à notre portée. En outre, nous pouvons et nous devons progresser en ce qui concerne les questions nucléaires et en particulier le point 1 de l'ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires.

Nous entrons dans notre neuvième année d'existence en tant qu'unique organe multilatéral de négociation. L'ordre du jour dont nous sommes saisis est dicté par les besoins de notre sécurité commune et non par l'intérêt propre de chacune des nations. Notre absence d'action concernant ce point est un échec commun, mais la responsabilité de cet échec ne peut être partagée, car nous connaissons bien la contribution relative qu'apportent les membres de cet organe au désarmement. Cette année, nous avons commencé par rétablir les deux comités spéciaux qui ont entrepris leurs travaux sans délai et par créer deux nouveaux comités spéciaux qui, nous l'espérons, seront bientôt à l'oeuvre. Tout en soulignant la nécessité d'avancer sur l'ensemble des points de l'ordre du jour, ma délégation s'intéresse particulièrement à deux points de l'ordre du jour sur lesquels elle espère qu'on enregistrera quelques progrès.

Dans cette Conférence, nous sommes restés beaucoup trop longtemps dans l'impasse concernant le point 1 de l'ordre du jour - interdiction des essais nucléaires. La nécessité que la Conférence étudie cette question importante apparaît d'elle-même. Non moins évident est l'effet des événements extérieurs. Parmi ceux-ci, on peut citer le rejet de l'offre visant à transformer un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires en un moratoire bilatéral; l'établissement d'un lien dilatoire entre les négociations bilatérales sur la réduction de la puissance et du nombre des essais nucléaires et celles sur la réduction des armes nucléaires; la Déclaration de Mexico faite par six nations, le 7 août 1986 et comportant des propositions concrètes sur la vérification d'une interdiction des essais et l'analogie de la composition des votes concernant les résolutions 41/46 A de l'Assemblée générale, dont Sri Lanka est l'un des coauteurs, et 41/47, en faveur de laquelle nous avons voté. De toute évidence, certains de ces faits ont une incidence négative; mais si nous ne pouvons les ignorer, nous pouvons néanmoins nous appuyer sur les éléments positifs pour développer nos travaux.

(M. Dhanapala, Sri Lanka)

L'Ambassadeur du Mexique a indiqué que nous pourrions faire progresser nos travaux en créant un comité spécial doté d'un mandat acceptable pour tous. L'Ambassadeur du Japon a également apporté une contribution importante à nos débats en faisant observer qu'il s'en faut de beaucoup que l'écart à combler soit assez important pour décourager nos efforts diplomatiques. Notre objectif, en souhaitant la création d'un comité spécial chargé du point 1 de l'ordre du jour n'est pas d'établir une façade pour donner à l'opinion publique internationale l'illusion que la Conférence progresse vers une interdiction des essais nucléaires, apaiser les groupes de pression intérieurs ou bloquer les autres mouvements visant à la réalisation de l'interdiction complète des essais. Ce que nous voulons, c'est voir entreprendre un travail véritable concernant des mesures concrètes ou intérimaires, y compris un réseau international de surveillance sismique avec la participation active de toutes les délégations. Mais ces mesures doivent conduire à l'objectif qui est clairement défini dans les deux résolutions 41/46 A et 41/47 de l'Assemblée générale - un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous reconnaissons - et nous respectons - les divergences de vues qui existent actuellement entre nous au sujet du rythme auquel nous devrions progresser vers la réalisation d'un tel traité. Cependant, celui-ci reste un objectif commun et nos divergences ne devraient pas nous empêcher d'accomplir un travail concret dans le cadre d'un comité spécial de la Conférence. Les déclarations qui ont été prononcées dans cette instance au sujet de la vérification montrent clairement qu'il existe une démarche commune. Les travaux menés au sein d'un comité spécial peuvent en démontrer la réalité. Nous commémorerons sous peu le premier anniversaire de la disparition d'Olof Palme, qui a oeuvré si longtemps et avec tant d'ardeur pour mettre fin aux essais nucléaires. La brochure de la Commission Palme concernant une interdiction complète des essais qui a été publiée récemment, conformément à ses vœux, et qui est dédiée à sa mémoire se termine par ces mots : "Parallèlement à des mesures visant à réduire sensiblement le volume des arsenaux nucléaires existants et à limiter les caractéristiques des nouveaux systèmes d'armes nucléaires, une interdiction complète des essais pourrait restreindre les capacités nucléaires et contribuer à créer un nouveau climat politique dans lequel le risque de guerre nucléaire serait grandement réduit".

Ces dernières années le projet de résolution présenté à l'Assemblée générale par les pays non alignés sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, dont l'Egypte et Sri Lanka étaient les auteurs et qui était la seule résolution élaborée sur cette question cruciale, a recueilli un appui croissant. L'année passée, la résolution 41/53 a été adoptée par un nombre record de 154 voix, avec une seule abstention et aucune voix contre. Là encore, cette situation semble indiquer l'existence d'un objectif commun auquel nous nous rallions tous - la prévention d'une course aux armements dans l'espace - cet espace qui, en tant que domaine de l'humanité tout entière, ne peut être une arène pour la menace ou l'emploi de la force et qui doit être utilisé exclusivement à des fins pacifiques. Si la résolution reconnaît le rôle primordial de la Conférence dans la négociation d'un ou de plusieurs accords multilatéraux, selon qu'il conviendra, sur cette question, il existe des divergences de vues quant aux mesures que la Conférence doit prendre maintenant pour réaliser ces objectifs. Depuis 1985, nous disposons d'un

(M. Dhanapala, Sri Lanka)

Comité spécial, dont le mandat volontairement limité est d'explorer les questions pertinentes. L'année passée, ma délégation a été encouragée par les efforts déployés par certaines délégations pour faire progresser les travaux de ce Comité en s'efforçant de s'entendre sur la définition des concepts et des termes importants relevant de ce point de l'ordre du jour. Nous regrettons que la participation à cet aspect important de nos travaux ait été limitée. Nous voudrions voir ce Comité spécial rétabli dans les plus brefs délais et pour attester sa sincérité, le Groupe des 21 a formulé une modeste proposition de mandat que nous espérons voir accepter. Nul ne peut tenir au statu quo au point de s'opposer à l'ajout qui a été proposé compte tenu du paragraphe 80 du Document final, réaffirmé dans la résolution 41/53 de l'Assemblée générale. Le message du Secrétaire général de l'ONU à la Conférence nous invite à "créer ... les conditions voulues pour négocier des accords sur cette question vitale". Telle est notre modeste ambition pour la présente session.

Dans l'intervalle, nous entendons avec inquiétude des voix demander le déploiement rapide de systèmes de défense reposant sur des missiles balistiques basés dans l'espace qui, jusqu'à une date récente, nous étaient présentés comme des programmes de recherche. Si ces demandes se réalisent, elles impliqueront inévitablement le non respect des traités actuels, même en adoptant une interprétation très large. Que ces systèmes fassent l'objet de recherches et de mises au point au vu et au su des médias, ou clandestinement, ils représentent en soi une nouvelle phase dangereuse de la course aux armements. Nous ne pouvons ignorer que nos délibérations dans cette instance se déroulent alors que des plans irréversibles sont en cours pour placer des armes dans l'espace. La tentative équilibrée et impartiale faite par les pays non alignés, conformément à la Déclaration de Harare, pour bannir les armes spatiales d'un caractère aussi manifestement offensif que les armes antisatellites s'est heurtée à l'opposition acharnée de ceux qui ont élaboré les arguments les plus sophistiqués pour justifier l'existence de systèmes défensifs. Selon les termes de la Déclaration de Harare, des mesures visant à mettre au point, à expérimenter ou à déployer des armes et des systèmes d'armes dans l'espace "pourraient, par une réaction en chaîne, conduire à une escalade de la course aux armements 'offensifs', et 'défensifs', et accroître ainsi le risque d'écclatement d'un conflit nucléaire." Il y a une incompatibilité évidente entre le fait de rechercher un monde exempt de missiles balistiques et la création, contre ceux-ci, de boucliers qui, de l'avis de la majorité des scientifiques, sont vulnérables et qui par conséquent ne sont fonctionnels que dans le cadre d'une capacité de première frappe. Il est de notre intérêt commun d'empêcher le déploiement des armes spatiales. L'attrait d'un matériel de haute technologie et d'un programme intégré de contrats de recherche lucratifs ne devrait pas nous faire oublier la menace que représente une course aux armements dans l'espace et la nécessité de l'empêcher de dépasser le stade de la recherche. A cet effet, on ne peut s'en remettre exclusivement à des négociations bilatérales. Cet objectif exige également la création d'un groupe d'experts scientifiques dans le cadre de cette Conférence, afin de pouvoir rassembler les avis de spécialistes multilatéraux sur les questions techniques concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En conséquence, ma délégation appuie la proposition faite par la délégation suédoise et demande que l'on se mette rapidement d'accord sur le mandat et la composition d'un tel groupe.

(M. Dhanapala, Sri Lanka)

Les entretiens de Reykjavik ont permis à tous d'entrevoir un monde exempt d'armes nucléaires comme une possibilité réaliste que les dirigeants des deux nations qui possèdent ensemble 95 % des armes nucléaires du monde envisagent sérieusement. Les pays non alignés, comme Sri Lanka, souhaitent encourager ces nations à rechercher cet objectif au cours de leurs négociations bilatérales. Cependant, nous sommes inquiets de voir que certains pays s'efforcent d'y faire obstacle en affirmant que les armes nucléaires sont nécessaires, compte tenu d'une prétendue infériorité dans le domaine des armes classiques. Il faut continuer à rechercher l'objectif du désarmement nucléaire si l'on veut que l'esprit de Reykjavik éclaire les entretiens bilatéraux en cours et conduise à des accords dans toutes les instances de désarmement, y compris les entretiens sur les armes nucléaires et spatiales qui se déroulent à Genève, ainsi que les pourparlers sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Cet objectif est une question prioritaire dans cet organe multilatéral de négociation.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de Sri Lanka pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a exprimées à l'égard du Président et du pays que celui-ci représente. Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

M. von STÜLPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, alors que je prends la parole pour la première fois à la session de 1987 de la Conférence du désarmement, c'est avec un plaisir particulier que je vous adresse mes félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence. Dès à présent nous pouvons constater avec quelle distinction vous accomplissez vos fonctions - avec diplomatie, bienveillance et détermination.

Au sein de cette famille des nations qui forment la Conférence, nous sommes tous profondément affligés par la perte d'un éminent collègue qui a été avec nous pendant deux ans. En Donald Lowitz, ma délégation a perdu un ami, et la Conférence, une personne chaleureuse, politiquement engagée et dynamique sur le plan professionnel. Nous sommes heureux de l'avoir connu.

Nous avons de nouveaux collègues parmi nous et je voudrais souhaiter la bienvenue aux ambassadeurs Pierre Morel, de la France, Aldo Pugliese, de l'Italie, Chusei Yamada, du Japon, Hacene, de l'Algérie, Barbosa, du Brésil et Kosin, de la Yougoslavie. C'est avec plaisir que ma délégation collaborera étroitement avec chacun d'entre eux.

Tout observateur animé d'un certain intérêt pour nos débats ne manquerait pas de reconnaître, même par un examen des plus superficiels des déclarations faites au cours des deux premières semaines de nos travaux cette année, l'importance accordée par nombre de délégations au point 1 de l'ordre du jour - l'interdiction des essais nucléaires - et l'accent tout particulier qu'elles ont mis sur cette question. Certains intervenants ont, bien sûr brossé un

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

tableau très sombre de la situation dans laquelle la Conférence se trouve à l'égard des travaux concernant une interdiction complète des essais; les accusations faites à titre préventif et visant à l'évidence un certain groupe n'ont pas manqué non plus.

Je ne puis partager les conjectures pessimistes de certains de nos collègues; bien au contraire : une analyse impartiale et objective, tant du progrès des travaux de la Conférence de l'année dernière sur cette question que des faits nouveaux intervenus depuis son ajournement à la fin du mois d'août, donne à croire que les circonstances sont maintenant des plus favorables à l'établissement d'un comité spécial et à l'obtention de résultats positifs et significatifs au sein d'un tel comité.

La controverse sur le libellé des parties du rapport de 1986 de la Conférence relatives au point 1 éclipse encore dans une certaine mesure ce qui a déjà été obtenu dans un domaine important des débats autour d'une interdiction complète des essais - la question de la vérification - où les divergences d'opinions se sont sensiblement atténuées. A notre avis, la Conférence avance rapidement à présent dans la voie de l'acceptation générale d'un système international de surveillance et de vérification efficace. Cette évolution prometteuse, à nos yeux, est à mettre sur le compte des efforts déployés par plusieurs délégations qui ont apporté des éléments importants à une conception nouvelle et plus subtile des garanties d'une interdiction des essais. Il est inutile de rappeler que les progrès au niveau des conceptions, qui ont élargi le terrain d'entente sur lequel construire un tel système, auraient été impossibles sans la contribution résolue du Groupe d'experts scientifiques sur les événements sismiques au cours des dix dernières années, en particulier par son dernier rapport intérimaire, le document CD/721, qui a ouvert des perspectives nouvelles et excellentes quant à la mise en place d'un réseau international de surveillance sismique en proposant des plans détaillés pour intégrer les données de niveau II (tracés sismiques) à la prochaine expérience internationale d'échange de données sismiques.

A notre avis, certaines des contributions faites par différentes délégations au cours de la session de 1986 de la Conférence ont été marquantes. Il y a eu notamment le document de travail CD/712, établi par la Suède, et qui est une compilation admirable et bien documentée des idées actuelles quant aux besoins auxquels doit répondre un réseau sismologique mondial; en demandant que soit défini et mis au point un prototype de station de surveillance, ce texte développe une proposition que ma délégation a déjà avancée dans les documents CD/612 et CD/624.

Dans son document de travail CD/714, la Norvège a apporté une contribution particulièrement significative : les auteurs y examinent l'interaction d'une station sismologique complexe régionale de petite ouverture et d'un réseau mondial incorporant plusieurs stations complexes de ce genre. Les expériences pratiques faites avec ce système régional norvégien de station sismologique complexe, le NORESS, apportent un élément indispensable pour comprendre les possibilités de fonctionnement et l'amélioration continue d'un réseau mondial efficace.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Là où l'on revendique de la façon la plus directe la mise en place rapide d'un réseau mondial de surveillance sismique analogue à ceux proposés par les documents de travail que j'ai déjà mentionnés, c'est dans le document CD/717 établi par le Gouvernement australien, où celui-ci met clairement en évidence les avantages à escompter de la prompt application des propositions qui y figurent, et qui tendent à créer un réseau mondial permanent de surveillance sismique fondé initialement sur les installations existantes. A mesure que progresseront les techniques sismologiques, il serait possible d'acquérir une expérience de l'exploitation à long terme du réseau, qui pourrait alors être perfectionnée de telle manière qu'au moment même de l'entrée en vigueur d'un traité d'interdiction complète des essais, l'ensemble des dispositifs de surveillance deviendrait du coup un véritable système de garanties.

Parlant des contributions précieuses apportées par différentes délégations, il ne faut certainement pas négliger de mentionner le document CD/724, présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dans lequel cette dernière a fait officiellement état du changement de sa position concernant l'inclusion, dans les débats futurs, de la question de l'échange de données de niveau II.

Ce bref aperçu de certains des travaux de notre Conférence au cours de sa session de 1986 confirme amplement mon affirmation initiale, à savoir que des progrès sensibles en vue de conceptions et de méthodes de travail communes ont été enregistrés au cours de la session précédente, quoi qu'en disent certains. De l'avis de ma délégation, il convient maintenant de discuter notamment de ces conceptions communes au sein d'un comité spécial sur une interdiction complète des essais, qu'il faudrait créer dans les meilleurs délais. Les travaux du comité devraient nous aider à trouver des solutions pratiques et universellement acceptables dans notre recherche d'une interdiction complète et pleinement vérifiable des essais; nous sommes fermement convaincus qu'il serait possible de le faire sur la base du programme de travail proposé dans le document CD/621 et dans le cadre d'un mandat tel que celui que proposent par exemple les auteurs du document CD/521.

Si un tel comité spécial était créé, ses débats ne seraient certainement pas consacrés uniquement à des questions techniques; une interdiction complète et pleinement vérifiable des essais - si elle était convenue - revêtirait une importance capitale pour les politiques en matière de sécurité des Etats du monde entier. C'est précisément pour cette raison que la question d'une interdiction complète des essais ne peut être examinée par la Conférence sans qu'il soit dûment tenu compte de ses incidences générales à l'ère nucléaire. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne estime qu'il est possible de réaliser par étapes l'objectif qui consiste à conclure dès que possible un accord sur une interdiction complète et effectivement vérifiable des essais nucléaires. Il faudrait commencer par n'effectuer des essais permis que pendant des périodes déterminées et convenues, puis cesser graduellement tout essai dans le cadre de réductions convenues des armes nucléaires.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Tout en appelant de ses vœux l'aboutissement opportun des pourparlers bilatéraux sur des questions liées à la limitation des essais sous tous ses aspects, que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique mènent ici à Genève et qui doivent reprendre au milieu du mois de mars, mon gouvernement n'a néanmoins jamais hésité à exprimer l'avis qu'un traité d'interdiction complète des essais n'est pas seulement un problème bilatéral. La communauté des Etats peut effectivement contribuer sensiblement au règlement des problèmes qui s'opposent encore à la conclusion d'un accord.

Toutefois, nous ne pensons pas, comme certaines délégations qui se contentent de s'étendre sur cette idée que les problèmes de vérification auxquels nous sommes toujours confrontés puissent être résolus dans l'immédiat - alors que d'aucuns vont même jusqu'à laisser entendre que ces problèmes sont déjà réglés. Nous voudrions appeler l'attention sur les nombreuses conditions préalables, énoncées dans le document de travail CD/712 de la Suède, qui devront être remplies pour que les techniques les plus récentes soient incorporées dans un réseau mondial de surveillance, lequel n'existe pas encore et n'a fait l'objet que d'un essai unique et encore des plus simples. Tout en étant déjà très perfectionnées sur le plan technique, un grand nombre des stations qui ont participé à l'essai technique de 1984 ne rempliraient pas les conditions requises, telles qu'elles sont énoncées dans le dernier chapitre du document CD/712, pour constituer le prototype de la station de surveillance envisagée par la Conférence du désarmement. Bien que certaines stations sismographiques puissent fonctionner de manière efficace même si elles ne répondent pas entièrement aux exigences susmentionnées en ce qui concerne leur appareillage, la question de l'exploitation fiable d'un réseau interconnecté comprenant jusqu'à 50 et même 100 stations sismologiques réparties dans différents pays et gérées par plusieurs Etats, de même que la question de la transmission des données provenant de ces stations aux centres internationaux de données et à partir de ces centres - éventuellement en temps réel -, n'ont pas encore été réglées de manière satisfaisante, comme le montre le rapport du Groupe d'experts scientifiques sur l'essai technique effectué en 1984. En outre, il est proposé dans le document CD/712, à titre de mesure supplémentaire en vue de l'analyse des événements sismiques douteux, de combiner les renseignements réunis par le réseau international de surveillance sismique et les données provenant d'inspections par satellite. Si cette proposition était mise en oeuvre, il serait possible, en effet, d'améliorer dans une grande mesure la capacité de vérification et, très probablement, de résoudre la plupart des problèmes que pose encore la vérification; mais aucun système de satellite de vérification accessible à l'échelon multilatéral n'existe pour l'heure ni n'existera dans l'immédiat. Et à notre connaissance, même le champion le plus ardent d'une interdiction des essais nucléaires n'a fait d'offre en ce sens. Nous en déduisons que nous devrions faire tout notre possible pour améliorer le réseau mondial de surveillance sismique jusqu'à ce que l'éventualité décrite dans le document de travail de la Suède devienne réalité.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Mon gouvernement a noté avec une vive satisfaction que les six chefs d'Etat ou de gouvernement auteurs de l'initiative de New Delhi se sont déclarés prêts, à l'occasion de leur réunion au Mexique le 7 août 1986, à participer activement à la solution des problèmes de vérification en vue d'un futur traité d'interdiction complète des essais. La Suède étant déjà représentée au Groupe d'experts scientifiques, nous serions heureux de voir d'autres Etats participant à cette initiative faire de même, en particulier en vue du nouvel essai technique du réseau mondial de surveillance, prévu pour 1988.

Mon gouvernement a déclaré à maintes reprises qu'il considérait une interdiction complète des essais comme l'un des principaux objectifs de sa politique en matière de limitation des armes et de désarmement. Et si nous pensons qu'il subsiste certaines difficultés dans le domaine de la vérification, nous ne voulons en aucun cas donner à croire que nous ne déploierons pas d'efforts actifs afin d'éliminer ces obstacles qui ne nous paraissent nullement insurmontables.

A titre de première mesure pour traduire dans les faits l'engagement qu'il a pris de participer à ce système mondial, le Gouvernement de la République fédérale a décidé d'intensifier ses efforts de coopération dans le domaine de l'échange rapide et fiable de données et du stockage des données sismiques acquises. Il finance donc l'exploitation continue d'un centre d'analyse de données sismiques créé à l'Institut fédéral pour les sciences de la Terre et les ressources naturelles, à Hanovre. Grâce à des liaisons directes entre ordinateurs avec d'autres pays, l'Institut est en mesure de stocker et d'échanger tous les types pertinents de données sismiques, y compris les données de niveau II (tracés sismiques). Nous avons concentré nos efforts de recherche sur la conception du matériel et du logiciel nécessaires pour acquérir, analyser et transmettre des données sismiques, y compris les tracés sismiques, par des liaisons directes entre ordinateurs. Nos centres de données sismiques ont été conçus spécifiquement dès le départ de façon à permettre un libre accès aux données et leur traitement télématique, afin que nous puissions partager librement nos connaissances spécifiques dans ce domaine avec les sismologues intéressés. Nous invitons expressément tous les membres de la Conférence à faire appel à ce service inédit - deux démonstrations en seront données aux chefs de délégations intéressés ainsi qu'aux membres du Groupe d'experts scientifiques, les 5 et 6 mars 1987, ici à Genève. Le centre de données que je viens de décrire constitue à notre avis un progrès important vers la création et l'exploitation fiable d'un réseau international de surveillance sismique.

Je voudrais maintenant aborder brièvement d'autres points de notre ordre du jour. A notre avis, il faut accorder un rang de priorité élevé aux négociations relatives à une interdiction des armes chimiques à l'échelle mondiale. Le document CD/734 constitue le canevas d'un traité dont certains éléments importants sont déjà bien élaborés. La Conférence a donc pour tâche de régler aussi rapidement que possible les questions en suspens, en particulier dans le domaine de la vérification.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

S'agissant de la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques, il importe à notre avis que le choix des produits à interdire ou à contrôler satisfasse aux critères de destination - mieux encore, de détournement - possible à des fins militaires. Ce ne serait pas contribuer de façon judicieuse à la solution du problème que d'inclure dans ce choix certains produits qui n'ont aucun intérêt militaire.

Quant à l'inspection par mise en demeure, nous continuons à voir dans le document CD/715 le modèle qui serait susceptible de satisfaire en dernière analyse tous les intérêts. Nous invitons instamment nos partenaires à collaborer à la recherche d'une solution, car c'est par une telle attitude que des négociateurs se rendent véritablement crédibles. Nous sommes disposés à accueillir avec satisfaction le fait que certaines délégations ont surmonté leurs hésitations initiales et se sont déclarées disposées, en principe, à adopter la proposition contenue dans le document CD/715, pourvu que cela n'aboutisse pas à une édulcoration de l'approche conceptuelle de cette proposition. A cet égard, nous examinerons avec soin les propos tenus ce matin par la délégation soviétique, qui laissent entendre que cette dernière accepte maintenant le principe d'inspections par mise en demeure à caractère impératif ou obligatoire, mais, je le répète, nous devons regarder ce texte de très près et déterminer les incidences des conditions dont cette acceptation est assortie.

Nous ne saurions accepter, par exemple, des arrangements instituant une procédure préalable à l'inspection par mise en demeure qui remettrait en question l'inspection elle-même ou la retarderait de quelque manière. Nous sommes convaincus qu'il est possible de parvenir à une vérification efficace d'une interdiction des armes chimiques si les procédures de contrôle de la non-fabrication et d'inspection par mise en demeure sont élaborées de façon adéquate. Ce dont il faut s'assurer, c'est que la Convention est apte à empêcher de manière fiable que des quantités militairement significatives d'armes chimiques ou de précurseurs soient produites ou stockées secrètement. Les méthodes de contrôle et la fréquence des inspections doivent être réalistes, crédibles et efficaces. Voilà les points essentiels, et nous pensons que dans un avenir proche, nous pourrions faire des progrès décisifs dans ce domaine. Nous sommes prêts à apporter notre concours à cette fin.

Ma délégation accueille avec satisfaction l'initiative prise il y a longtemps par la Finlande de fournir des données sur le matériel de surveillance et les moyens techniques nécessaires à la vérification. Selon moi, le séminaire spécial tenu récemment à Helsinki sur la surveillance automatique en tant que moyen de détection d'une utilisation prétendue d'armes chimiques et de vérification de la destruction et de la non-fabrication de ces armes constitue un nouveau pas vers l'objectif commun, qui est d'établir des moyens de vérification efficaces. Mon gouvernement attend avec impatience de connaître les résultats de ce séminaire.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Nous avons noté avec intérêt que la délégation roumaine a mentionné, dans le cadre des négociations sur les armes chimiques, le document de la Conférence de Stockholm. De fait, l'aspect le plus important de la Conférence de Stockholm, c'est l'accord intervenu concernant le caractère impératif des inspections sur place. Ainsi le principe des inspections sur place obligatoires a été reconnu comme étant un élément essentiel d'un régime de vérification efficace pour tout accord de limitation des armements et de désarmement. C'est, à notre avis, une percée cruciale à laquelle nous attachons une grande importance dans le processus global de limitation des armements. Mais, en fait, Stockholm ne fait pas partie du processus proprement dit. Il s'agit d'un mécanisme qui relève des mesures propres à accroître la confiance, et non du désarmement et des armes chimiques dont il est ici question.

Ainsi que ma délégation l'a déjà fait observer lors de notre intervention à la séance plénière du 5 février dernier, les inspections par mise en demeure devraient couvrir toutes les installations et tous les emplacements possibles, qui doivent tous être considérés comme "l'objet possible d'une inspection par mise en demeure", et c'est sur ce point que notre opinion diverge de celles qui ont été exprimées ce matin.

Ma délégation espère qu'il sera possible de convenir du mandat d'un comité qui sera le lieu de nos débats sur l'espace et le risque d'une course aux armements dans l'espace. Nous pensons qu'il serait utile d'examiner tous les aspects de cette question de manière encore plus approfondie que l'année dernière.

S'agissant des armes radiologiques, nous estimons que, le Comité spécial ayant été rétabli, il faut maintenant tenir des consultations officieuses afin que nous puissions déterminer comment nous pourrions poursuivre les travaux sur les deux voies, A et B. Si nous découvrons que la fusion obligée des deux voies nous empêche d'aborder à tout moment les aspects du problème qui pourraient sinon être résolus, alors nous devons trouver le moyen de régler la question d'une démarche unitaire. Dans tous nos pays, l'opinion attend à juste titre que la Conférence du désarmement réponde à cette question.

Pour terminer je dirai que, suite à la décision 41/421 adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la recommandation de sa Première Commission, toutes les délégations devraient maintenant s'efforcer de contribuer de façon réaliste à l'achèvement du programme global de désarmement, si possible dans les délais fixés.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées au Président. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : j'ai déjà eu l'occasion de vous féliciter au nom de ma délégation, Camarade Président, de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Permettez-moi de souhaiter chaleureusement la bienvenue aux nouveaux représentants de l'Algérie, du Brésil, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Roumanie, de l'Union soviétique et de la Yougoslavie. Tous mes voeux les accompagnent dans leurs nouvelles fonctions. Au nom de ma délégation, je voudrais exprimer notre sympathie la plus profonde à la délégation des Etats-Unis alors que son chef, l'Ambassadeur Lowitz, vient de disparaître si soudainement.

Si l'on compare la scène mondiale actuelle avec celle de l'an dernier à même date, on constate l'apparition d'éléments nouveaux qui sont propices aux travaux de notre session. Parallèlement, force est de noter que la course aux armements ne s'est pas ralentie et que les arsenaux ne se sont pas réduits. La situation internationale dans son ensemble demeure extrêmement complexe et tendue, et des efforts plus nourris restent nécessaires pour qu'elle s'améliore de façon sensible. Ayant ce but à l'esprit, les pays socialistes ont proposé à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies que tous les pays oeuvrent en commun en vue d'un système général de paix et de sécurité internationales. Ce système devrait englober les domaines les plus importants des relations et de l'interaction entre gouvernements et permettre d'édifier un monde dans lequel les peuples pourraient regarder l'avenir sans avoir à craindre pour leur existence ni à supporter l'énorme fardeau des armements.

Ce grand projet vise essentiellement à libérer l'humanité, avant la fin du siècle même, des armes nucléaires et des autres moyens de destruction massive, comme l'a suggéré l'Union soviétique dès le début de l'Année internationale de la paix. Cette initiative va de pair avec l'Appel de Budapest pour une réduction radicale des forces et des armements classiques en Europe.

Dans ce contexte, nous attachons une grande importance aux décisions prises par le mouvement des pays non alignés et par les signataires de la Déclaration de Delhi, qui vont dans le même sens.

Toutes ces démarches partent du fait reconnu qu'un effort politique concerté est nécessaire et que les intérêts nationaux doivent être véritablement et mutuellement respectés pour que la sécurité des peuples et des pays soit garantie dans notre ère nucléaire et spatiale. Tel est pour nous le sens de l'appel à une démarche nouvelle vis-à-vis des relations internationales.

Nous sommes tout à fait conscients que certains milieux sont bien loin de partager cette façon de penser. Et cependant, en fin de compte, il leur faudra relever ce défi historique étant donné qu'il n'existe pas d'autre issue devant le danger de destruction qui menace le genre humain. Comme l'a déclaré hier le Secrétaire général Gorbatchev au Forum international pour un monde sans armes

(M. Rose, République démocratique allemande)

nucléaires, "la question se pose dans les termes suivants : ou bien la mentalité politique s'adapte aux exigences de l'époque, ou bien la civilisation et la vie elle-même risquent de disparaître de la Terre".

Les initiatives des pays socialistes ne visent pas uniquement, bien entendu, à éclaircir l'horizon du développement futur. Elles doivent être considérées aussi comme des offres d'action concrète et immédiate.

Vu sous cet angle, la rencontre de Reykjavik a constitué un événement particulièrement marquant, qu'il convient de mentionner parmi les premiers quand on parle d'éléments nouveaux. Les possibilités qui se sont ouvertes à l'égard de mesures radicales de désarmement constituent un signe encourageant et fortifient encore la résolution de mettre fin à la course folle aux armements. Cependant, nous n'avons pas manqué de voir l'irritation de certains milieux, qui considèrent Reykjavik comme un accident et rêvent de revenir au statu quo ante. Pour notre part, nous engageons les pays à faire fructifier les résultats obtenus à Reykjavik et à les transformer en accords concrets. En particulier, les objectifs doivent consister à réduire de moitié les armes stratégiques durant les cinq prochaines années, à éliminer les armes à portée intermédiaire en Europe et à renforcer le régime s'appliquant aux missiles antimissiles. La République démocratique allemande a déclaré à ce sujet que les contre-mesures prises sur son territoire pourraient être rapportées lorsque les missiles à portée intermédiaire seraient retirés.

Les résultats obtenus à Stockholm et à la Conférence d'examen des parties à la Convention sur les armes biologiques indiquent, comme on le reconnaît unanimement, qu'un pas en avant a été fait vers un dialogue constructif. Puissent ces exemples, qui montrent que les problèmes peuvent être résolus si la raison et la volonté prévalent, exercer un effet favorable sur nos travaux. Ce souhait s'applique aussi aux résolutions que l'Assemblée générale a adoptées à ce sujet lors de sa quarante et unième session.

Nous suivons avec un grand intérêt et une satisfaction particulière les efforts croissants qui visent à brider la course aux armements sur le plan régional. L'un des résultats ainsi obtenus a été la ratification du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud. Mue par le même désir profond, la République démocratique allemande a proposé des mesures régionales de limitation des armements en Europe, en particulier la création d'un corridor exempt d'armes nucléaires et d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale. Pour ce qui est de la réduction des forces et des armements en Europe, nous espérons que les entretiens actuels entre les membres de l'Organisation du Traité de Varsovie et ceux de l'OTAN pourront aboutir rapidement à des négociations fructueuses.

Mais le tableau serait incomplet si nous ne parlions pas de l'évolution opposée. Or, cette évolution est alarmante. La dérogation au deuxième accord SALT, l'intensification des attaques contre le Traité concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles et le refus de répondre positivement au moratoire soviétique sur les essais d'armes nucléaires sont autant d'indications claires quant à l'intention de poursuivre et d'alimenter la course aux armements dans tous les domaines et de l'étendre à l'espace.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Les négociations et les pourparlers bilatéraux entre l'URSS et les Etats-Unis ne semblent pas avancer sur les questions de fond, que ce soient les armes nucléaires et spatiales ou la cessation des essais d'armes nucléaires.

Telles sont en bref les circonstances conflictuelles dans lesquelles la Conférence a ouvert sa session de 1987. Nous estimons que tout élément positif susceptible d'exister devrait être utilisé pour rapprocher les positions divergentes et rechercher des progrès avec une ténacité plus grande encore dans tous les domaines qui intéressent la Conférence. C'est précisément ce qui a guidé les vice-ministres des affaires étrangères des pays socialistes lorsqu'ils se sont réunis à Berlin il y a quelques semaines pour examiner des problèmes se rapportant à la Conférence du désarmement. Dans ce contexte, je voudrais souligner que la délégation de la République démocratique allemande considère que les questions prioritaires sont l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, l'interdiction des armes chimiques et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous sommes bien entendu également conscients de l'importance des autres thèmes de l'ordre du jour, notamment l'appel concernant un programme global de désarmement dont l'Assemblée générale doit être saisie à la reprise de sa quarante et unième session.

Il est particulièrement urgent, maintenant, de prendre un nouveau départ en vue d'élaborer un traité prévoyant la cessation complète de tous les essais d'armes nucléaires. Les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale aussi bien que les déclarations que nous avons entendues jusqu'ici en plénière montrent bien que l'on est prêt d'une manière générale à aller de l'avant. Il est évident que le moyen le plus rapide de conclure un traité est de mener des négociations régulières. Pour cette raison, ma délégation préférerait qu'un comité soit mandaté à cet effet. Afin de contribuer à jeter les fondations d'un accord, elle serait toutefois prête aussi à prendre part à des discussions concrètes sur les problèmes à résoudre. Sans entrer dans le détail, je voudrais souligner certains des aspects qui auraient, à notre avis, une influence majeure sur la démarche pratique à adopter.

En premier lieu, la cessation de tous les essais d'armes nucléaires restera une tâche de la plus grande urgence sur le plan international. Le succès à cet égard aurait un effet très favorable sur l'ensemble du processus de désarmement et les instances s'occupant de désarmement devraient être utilisées pour arriver à cette fin. La présente Conférence nous semble toutefois particulièrement en mesure de mettre au point un traité universel.

En deuxième lieu, nous croyons qu'il est possible de prendre des mesures intermédiaires au cas où une interdiction complète des essais d'armes nucléaires serait reconnue et formulée en tant qu'engagement explicite. Cette idée n'est pas nouvelle pour les pays socialistes, comme le montrent bien les Traités de 1974 et de 1976 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires, le programme soviétique du 15 janvier 1986 et les propositions avancées par l'URSS à Reykjavik. Il est évident qu'un moratoire

(M. Rose, République démocratique allemande)

de l'Union soviétique et des Etats-Unis - que l'URSS n'a pas, après tout, définitivement écarté - serait particulièrement efficace. Il serait d'une importance cruciale à cet égard que toute mesure partielle soit orientée vers une interdiction complète et contraignante.

En troisième lieu, il nous paraît indispensable d'examiner l'ensemble des éléments d'un traité futur sous tous leurs aspects. Une démarche sélective risquerait de faire perdre de vue le caractère interdépendant des problèmes et n'aboutirait donc pas au résultat voulu.

Enfin, il sera nécessaire de débarrasser le problème de la vérification de tout son attirail politique et de le résoudre de manière constructive, conformément aux exigences du traité. Tous les éléments dont on aurait besoin sont là. Il nous faut établir un parallèle entre les activités du comité et le Groupe d'experts scientifiques chargé de préparer sans retard l'expérience d'échange de données de niveau II qui doit avoir lieu en 1988.

Ma délégation estime qu'un comité devrait être créé le plus rapidement possible. Nous appuyons la proposition visant à constituer deux groupes de travail, l'un sur le contenu et la portée du traité et l'autre sur le respect des dispositions et la vérification.

Si nous créons de fait un comité chargé d'engager des débats sérieux, il faudra bien préciser que ces débats devront avoir trait aux négociations futures et que nous attendrons de toutes les parties concernées qu'elles s'efforcent d'obtenir des résultats concrets. Il ne faut pas que se répètent certaines des pratiques auxquelles ont eu recours les groupes de travail de 1983.

Des progrès considérables ont été réalisés dans l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques, qui doivent beaucoup aux efforts méritoires des anciens présidents du Comité, les Ambassadeurs Turbanski et Cromartie. Le but recherché pour 1987 - la mise au point définitive de la convention, qui découle logiquement de ces progrès - est très exigeant mais réaliste. Nous partageons entièrement l'avis du Président du Comité des armes chimiques, l'Ambassadeur Ekéus, selon lequel il existe maintenant une possibilité réelle d'éliminer à jamais les armes chimiques du globe. Cette possibilité ne doit pas être manquée. Un rebondissement de la course aux armes chimiques repousserait tout à coup à un avenir lointain l'issue dont nous sommes si proches à l'heure actuelle. Car telle est la triste leçon que l'expérience nous a apprise.

Nous pourrions nous montrer dignes de notre mission si nous nous engageons fermement à faire preuve de conciliation et de dévouement à notre tâche. Les propositions importantes que la délégation soviétique vient de présenter sont d'une importance particulière dans ce contexte et nous nous félicitons de cette nouvelle contribution exemplaire à nos travaux.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Le processus de négociation serait accéléré si nous résolvions les problèmes de fond en suspens. C'est particulièrement vrai des questions touchant l'inspection par mise en demeure, les emplacements des stocks et leur vérification et la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie civile. Des résultats sont possibles sur la base des propositions existantes.

Une fois remplis les passages de la Convention laissés en blanc, il sera beaucoup plus facile de mettre au point les détails. Nous sommes convaincus qu'il est possible de s'entendre sur ce qui est nécessaire maintenant et sur ce qui pourrait être réalisé à une étape ultérieure.

Nous partageons le désir du Président de rationaliser les activités du Comité de façon qu'il puisse s'acquitter de ses tâches actuelles. Outre les efforts entrepris à la Conférence elle-même, tout devrait être fait pour maintenir et améliorer l'atmosphère nécessaire à des travaux constructifs. L'URSS a suggéré un accord au titre duquel les armes chimiques ne seraient ni fabriquées ni déployées. Cette mesure donnerait une impulsion nouvelle aux négociations en cours.

Ma délégation est heureuse de noter l'intérêt soulevé par le séminaire sur l'interdiction des armes chimiques que doit organiser le mois prochain le groupe national Pugwash de mon pays. Cette réunion sera axée sur la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques, et le gouvernement de la République démocratique allemande fera de son mieux pour en assurer le succès.

Durant la quarante et unième session de l'Assemblée générale, 154 pays se sont de nouveau déclarés opposés à une course aux armements dans l'espace et ont demandé la conclusion d'accords dans ce domaine. La Conférence du désarmement se doit de répondre à cet appel. La raison et le réalisme sont totalement incompatibles avec l'étrange logique de ceux qui veulent éliminer les armes du globe et qui, en même temps, lancent dans l'espace des moyens modernes de destruction. D'où la résistance manifestée à l'échelle mondiale à l'égard des plans de la "guerre des étoiles". Le temps presse étant donné que les champions de l'IDS font tout ce qu'ils peuvent pour déployer des armes dans l'espace et créer un fait accompli. Les attaques se multiplient à l'encontre du Traité concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles. Il n'est donc plus suffisant que la Conférence se contente de poursuivre les échanges de vues de l'an passé. Elle doit, bien plutôt, s'attacher directement à élaborer des mesures pratiques visant à empêcher que la course aux armements gagne l'espace et veiller à ce que celui-ci soit utilisé à des fins pacifiques, pour le bien de l'humanité tout entière. Ma délégation préconise de créer sans tarder un comité doté d'un mandat approprié.

Etant donné que les négociations bilatérales et multilatérales se complètent et constituent un stimulant réciproque, les projets suivants pourraient être à notre avis envisagés : l'interdiction de l'emploi de la force dans l'espace ainsi qu'entre l'espace et la Terre et inversement; la protection des satellites et l'interdiction des armes antisatellites; les mesures de vérification.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Pour conclure, Camarade Président, je voudrais vous assurer que la délégation de la République démocratique allemande est tout à fait prête à faire de son mieux pour que la Conférence du désarmement termine sa session de 1987 sur des résultats tangibles.

Le PRESIDENT : Je remercie de sa déclaration le représentant de la République démocratique allemande. Je donne maintenant la parole au représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi avant tout de vous féliciter sincèrement à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de février. Je vous adresse mes vœux de succès dans l'accomplissement des tâches importantes qui vous ont été confiées et vous assure que nous nous efforcerons de vous prêter tout notre concours à cette fin.

Qu'il me soit aussi permis d'exprimer notre reconnaissance au représentant du Canada, l'Ambassadeur Beesley, pour l'habileté et la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de la Conférence au mois d'août 1986 et pendant la période intersessions.

Je saisis cette occasion pour m'associer aux paroles de bienvenue adressées aux nouveaux chefs des délégations de la France, de la Roumanie, du Japon, de l'Algérie, de la Yougoslavie, du Brésil, de l'Italie et de l'URSS, auxquels nous exprimons nos vœux de succès.

Nous prions la délégation des Etats-Unis d'Amérique de recevoir les sincères condoléances de la délégation mongole à l'occasion de la disparition prématurée de l'Ambassadeur Lowitz et de transmettre à la famille ainsi qu'aux proches du défunt les expressions de notre profonde sympathie.

Nous notons avec satisfaction que la Conférence est parvenue, comme l'année dernière, à adopter son ordre du jour ainsi que son programme de travail et à décider de rétablir certains organes subsidiaires dès le début de la session. Nous voudrions espérer que les semaines à venir seront tout aussi fructueuses en ce qui concerne le règlement des questions d'organisation et de fond.

Il y aura bientôt un quart de siècle que le forum multilatéral de négociation sur le désarmement, connu aujourd'hui sous le nom de Conférence du désarmement, a commencé ses travaux. Il est possible que cette date n'ait pas de sens particulier pour les travaux de la Conférence, mais elle mérite néanmoins d'être rappelée, car elle est non seulement l'occasion de revoir les résultats déjà obtenus, mais aussi - et surtout - une raison de poursuivre les efforts qu'il est indispensable de consacrer aux négociations sur le désarmement. A cet égard, force est de reconnaître que pour ce qui est du principal objectif - le désarmement - nous n'avons toujours pas répondu à l'attente des peuples du monde, et que depuis quelques années surtout, le règlement de nombreuses questions extrêmement importantes et urgentes dont cet organe de négociation a été chargé traîne sans raison. Il est grand temps,

(M. Bayart, Mongolie)

comme le demande l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 41/86 M, adoptée après examen du rapport de la Conférence du désarmement, "d'adopter des mesures concrètes sur les questions prioritaires spécifiques de désarmement, plus particulièrement de désarmement nucléaire, inscrites à son ordre du jour".

Nombre d'autres résolutions de l'Assemblée générale contiennent elles aussi des appels à la Conférence afin qu'elle s'acquitte de son mandat concernant les négociations sur le désarmement.

Il est inadmissible d'ignorer ces résolutions, qui reflètent les exigences de la communauté mondiale, et nous maintenons qu'il faut cette année accélérer résolument les travaux de la Conférence et parvenir, sur la base d'une nouvelle mentalité politique, à des décisions susceptibles d'orienter ses efforts vers l'élaboration d'accords concrets sur des problèmes qu'il est temps de régler.

La rencontre à Reykjavik des dirigeants des deux principales puissances mondiales et l'harmonisation effective des positions qui y a eu lieu, grâce aux efforts constructifs de l'URSS, sur les questions très importantes de la limitation et de l'élimination rapides des arsenaux nucléaires, ont démontré une fois de plus qu'en matière de relations internationales, il n'est aucune question à propos de laquelle il est impossible de s'entendre pour autant que président à son règlement le bon sens, le réalisme politique et un sentiment de responsabilité pour la paix future de l'humanité. Cette rencontre a placé la lutte pour le désarmement nucléaire sur un plan qualitativement nouveau et lui a donné une très forte impulsion.

A présent, l'essentiel est d'aller de l'avant - de consolider et de développer la situation nouvelle, issue de la rencontre en Islande, afin que l'esprit de Reykjavik trouve sa pleine expression dans les négociations sur le désarmement au sein de divers organes.

La poursuite de la course aux armements apparaît de plus en plus comme une voie sans perspective aucune, menant uniquement à une déstabilisation de la situation, au gaspillage des ressources, à l'accroissement du risque d'une guerre dont tous pâtiraient, même ses champions.

Pour arrêter et inverser cette course aux armements, il faut adopter sans plus tarder des mesures concrètes. L'une de ces mesures - la plus importante et la plus urgente, à notre avis - est l'interdiction des essais nucléaires. Cette question s'est retrouvée à juste titre, dès le tout début de la session, au centre de l'attention de la Conférence. A cet égard, nous voudrions dès l'abord exprimer l'espoir que grâce aux nouveaux efforts énergiques qui sont entrepris, il sera enfin possible de sortir de l'impasse et de créer un organe subsidiaire doté d'un mandat approprié, visant à ce que l'on commence des travaux concrets sur un traité interdisant les essais nucléaires.

(M. Bayart, Mongolie)

Alors que la poursuite des explosions nucléaires est une source d'inquiétude croissante et générale, il n'est plus admissible que la Conférence du désarmement ne s'attaque pas sérieusement à ce problème.

Il y a quelques jours encore, les Etats-Unis d'Amérique ont procédé à deux essais nucléaires. Ainsi, par cet acte, ils ont provoqué l'arrêt du moratoire sans précédent déclaré par l'Union soviétique sur toutes les explosions nucléaires et qui, de toute évidence, a confirmé qu'il était possible de prendre des mesures susceptibles de faire effectivement obstacle à la course aux armements nucléaires. Le moratoire soviétique a contribué d'importance à la lutte pour le désarmement nucléaire et s'est révélé comme la manifestation d'une mentalité et d'une responsabilité politiques nouvelles. D'une certaine manière, cet acte combat la thèse courante qui consiste à penser que les deux "superpuissances" sont responsables à part égale de la course aux armements.

Prenant la parole à la séance plénière de la Conférence le 5 février, le chef de la délégation soviétique, l'Ambassadeur Nazarkine, a déclaré que, compte tenu de ce qui s'était passé au Nevada, l'Union soviétique ne s'estimait plus liée par son moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires et reprendrait en temps voulu son programme d'essais nucléaires. Comme on le sait, le Gouvernement soviétique a dit à maintes reprises, notamment dans sa déclaration du 18 décembre 1986, que l'URSS serait contrainte à reprendre les essais nucléaires après la première explosion réalisée par les Etats-Unis en 1987.

La Mongolie comprend fort bien cette position de l'Union soviétique, car elle est dictée uniquement par les intérêts de sécurité de l'URSS et de ses alliés.

A cet égard, on ne peut pas passer sous silence le fait évident que l'écart entre le nombre d'explosions nucléaires effectuées par les Etats-Unis et par l'URSS s'est encore creusé durant la période du moratoire soviétique, au cours de laquelle les Etats-Unis ont ajouté encore 26 explosions à leur actif. En outre, ce n'est un secret pour personne qu'en poursuivant les essais nucléaires, les Etats-Unis d'Amérique ont pour but non seulement de maintenir leur arsenal nucléaire en état de combat et d'appliquer la doctrine de la "dissuasion", mais encore, et surtout, de mettre au point des types d'armements nucléaires fondamentalement nouveaux, de créer l'arme nucléaire de la troisième génération.

La Mongolie note avec satisfaction que l'Union soviétique est prête à mettre fin à tout moment, sur la base de la réciprocité, à son programme d'essais nucléaires, et exprime l'espoir que le Gouvernement des Etats-Unis considérera malgré tout qu'il faut réagir positivement à la bonne volonté de l'Union soviétique.

Le désarmement nucléaire et la prévention d'une guerre nucléaire continuent à être pour nous des questions extrêmement importantes et prioritaires. Les résolutions qui ont été adoptées à ce propos par

(M. Bayart, Mongolie)

l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante et unième session, soulignent à nouveau l'instante nécessité d'entamer à la Conférence des négociations multilatérales sur ces questions.

Le programme proposé par l'Union soviétique il y a plus d'un an en vue de l'élimination progressive et complète des armes nucléaires d'ici à l'an 2000 dans le cadre d'un accord interdisant de créer, d'essayer et de déployer des armes spatiales de frappe, reste actuel et peut servir de point de départ à l'examen des questions de désarmement nucléaire au sein de la Conférence.

Nous continuons à penser que l'une des mesures les plus importantes à prendre pour prévenir une guerre nucléaire consisterait à ce que tous les Etats dotés d'armes nucléaires s'engagent à ne pas utiliser les premiers l'arme nucléaire. Il convient de souligner à ce propos que l'Assemblée générale, dans sa résolution 41/86 B, a prié la Conférence du désarmement d'examiner la question de l'élaboration d'un instrument international, ayant force obligatoire, stipulant une telle obligation.

La Mongolie note avec satisfaction que l'URSS et la République populaire de Chine ont pris l'engagement de ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire. On ne peut qu'applaudir aussi au fait que ces puissances ont toutes deux signé il n'y a pas longtemps les protocoles II et III au Traité de Rarotonga sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, qui mérite l'approbation générale. Le but de ce Traité fait écho à notre proposition visant à créer un mécanisme excluant l'emploi de la force dans les relations entre les Etats de l'Asie et du Pacifique.

Si les autres Etats dotés d'armes nucléaires suivaient leur exemple, ils apporteraient ainsi une contribution vraiment concrète au renforcement de la confiance entre Etats et à la diminution de la menace d'une guerre nucléaire.

Il faut renforcer la confiance par des actes, et non par des mots. On ne peut exiger la confiance d'autrui si l'on conserve pour soi la liberté de poursuivre les essais nucléaires et de torpiller des accords très importants.

La rencontre de Reykjavik a confirmé que si la menace d'une extension de la course aux armements à l'espace n'est pas éliminée, il sera impossible de s'entendre sur la réduction et l'élimination des armes nucléaires stratégiques. Ainsi, cette rencontre a de nouveau mis en lumière l'importance capitale que revêt le règlement de ce problème pour le maintien et le renforcement de la paix et de la stabilité sur la Terre.

A présent il paraît plus nécessaire que jamais de se protéger solidement contre une extension de la course aux armements dans l'espace.

Les partisans de l'IDS veulent à tout prix déployer dans l'espace certains de ses éléments et tentent pour cela de parvenir à une "interprétation large" du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

(M. Bayart, Mongolie)

Par la résolution 41/53 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la communauté internationale s'est à nouveau prononcée sans ambiguïté en faveur de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et pour l'ouverture de négociations tendant à la conclusion d'un ou de plusieurs accords sur cette question.

Il faut maintenant passer immédiatement aux négociations sur les aspects concrets de la question en gardant présent à l'esprit l'objectif final, qui est d'interdire le déploiement d'armes dans l'espace.

Les propositions tendant à élaborer un accord international garantissant l'immunité des satellites artificiels de la Terre, à interdire la création, l'essai et le déploiement de systèmes antisatellites ainsi qu'à éliminer les systèmes antisatellites existants, nous paraissent être tout à fait réalistes et répondre entièrement au désir général de voir l'espace rester exempt d'armes et de l'utiliser à des fins pacifiques et constructives.

Nous devons rétablir dès que possible un comité spécial sur l'espace et éviter ce qui est arrivé dans le passé, où toute la première partie de la session s'est écoulée avant que nous ne nous mettions d'accord sur le mandat et le programme de travail d'un tel comité.

L'intention générale est d'achever cette année l'élaboration d'une convention interdisant les armes chimiques. Le cours des négociations nous donne à penser que cet optimisme n'est pas vain.

Les consultations qui ont eu lieu durant la période intersessions en 1986, de même que la session du Comité spécial en janvier de cette année, ont été tout à fait fructueuses en ce qui concerne le règlement de plusieurs problèmes techniques complexes. Grâce à cela, et étant donné les recommandations faites par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/58 D adoptée par consensus, le Comité spécial pourrait travailler sans interruption cette année afin de parvenir à la conclusion d'une convention.

A présent, pour que le possible devienne réalité et que les espoirs se concrétisent, il faut des compromis politiques comme le Secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuéllar, l'a expliqué très exactement et dans le détail dans son message à la Conférence.

Un exemple de compromis de ce genre et de recherche constructive de solutions acceptables pour tous est offert par les propositions nouvelles et importantes énoncées aujourd'hui dans la déclaration de l'Ambassadeur Nazarkine en vue de résoudre un certain nombre de grandes questions touchant la future convention sur l'interdiction des armes chimiques. Ces propositions, à notre avis, aideront sans nul doute à faire avancer les négociations et à trouver des solutions aux problèmes en suspens. Elles tiennent tout à fait compte des intérêts et des positions des partenaires et reflètent la démarche responsable de l'URSS qui exprime une nouvelle réflexion politique à l'égard de la paix et du désarmement.

(M. Bayart, Mongolie)

Nous espérons que les autres participants aux négociations seront prêts à un compromis afin de pouvoir achever dans les plus brefs délais l'élaboration de la convention.

A notre avis, le Comité spécial pourra obtenir des résultats en ce qui concerne certaines questions de principe encore en suspens - telles que la non-production d'armes chimiques par l'industrie civile, les procédures d'élimination des installations de fabrication de ces armes et la question des inspections par mise en demeure - pour autant qu'il évite de perdre un temps précieux à examiner des détails techniques secondaires. Une fois résolues les questions de principe, ces détails pourront être réglés assez facilement.

Comme les autres délégations, nous apprécions à sa juste valeur le concours apporté par l'Ambassadeur Cromartie aux succès obtenus à ce jour, et sommes certains que sous la direction de son nouveau président, l'Ambassadeur Ekéus, le Comité spécial enregistrera encore des progrès décisifs.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Mongolie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées au Président. Je donne maintenant la parole au dernier orateur inscrit sur ma liste pour aujourd'hui, le représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Alfarargi.

M. ALFARARGI (Egypte) (traduit de l'arabe) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer notre satisfaction de vous voir présider la Conférence du désarmement au début de sa session de 1987. Je voudrais également vous dire combien nous apprécions la façon dont vous dirigez ses travaux. Cela n'a rien d'étonnant de la part d'un diplomate aussi compétent que vous-même et d'un Etat tel que la Chine, que vous représentez, compte tenu de la responsabilité particulière qui lui incombe en tant que grande puissance et de sa position unique au sein de la Conférence. Je suis certain que cette position vous permettra de présenter de nombreuses initiatives en vue d'aplanir les difficultés qui ralentissent les travaux de la Conférence.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour exprimer nos remerciements au représentant du Canada, l'Ambassadeur Alan Beesley, pour les efforts qu'il a déployés en tant que Président pour le mois d'août 1986 et pendant toute la période intersessions.

Je suis attristé de ne pas voir aujourd'hui parmi nous l'Ambassadeur Donald Lowitz, représentant des Etats-Unis d'Amérique, dont la disparition prématurée est une perte pour son pays, pour la Conférence et pour ses amis qui travaillaient avec lui et qui ont pu apprécier de près ses nobles qualités. Je prie la délégation des Etats-Unis de bien vouloir transmettre mes sincères condoléances à sa veuve et aux autres membres de sa famille.

(M. Alfarargi, Egypte)

J'ai plaisir à souhaiter la bienvenue aux nouveaux représentants qui se sont joints à la Conférence, les ambassadeurs Youri Nazarkine, de l'Union soviétique, Aldo Pugliese, de l'Italie, Barbosa, du Brésil, Jorge Morelli, du Pérou, Kamel Hacene, de l'Algérie, Gheorghe Dolgu, de la Roumanie, Pierre Morel, de la France, Chusei Yamada, du Japon et Mario Kosin, de la Yougoslavie.

Je suis certain que chacun d'entre eux apportera une contribution positive aux travaux de la Conférence.

Normalement, une nouvelle session de la Conférence du désarmement s'ouvre dans un climat d'optimisme et l'on compte bien voir progresser les travaux de la Conférence. Mais comment pourrait-il en être ainsi aujourd'hui, alors que le début de cette session coïncide avec la poursuite et l'escalade de la course aux armements, tant nucléaires que classiques, lorsque nous voyons persister la tendance à étendre cette course à l'espace, après l'avoir menée sur terre, sur mer et dans l'air, ainsi que les tentatives visant à la supériorité militaire et à la dissuasion nucléaire ? Cette évolution se poursuit sans tenir compte des traités existant en matière de limitation des armements et du désarmement, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, et sans respecter les obligations déjà contractées dans la Déclaration commune de Genève en janvier 1985, ou lors du Sommet de Genève de novembre 1985, où les deux parties se sont engagées à prévenir la course aux armements dans l'espace et à mettre fin à celle qui se poursuit sur la terre, à ne pas chercher à s'assurer la supériorité militaire et à convenir qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée. Il n'est tenu aucun compte de la sécurité ni des intérêts de la grande majorité des Etats, qui se voient ainsi exposés par force à des dangers considérables et qui sont menacés d'annihilation.

La situation à laquelle nous sommes actuellement confrontés ne peut que faire naître le pessimisme et engendrer un sentiment de frustration. Pour sortir de ce triste état de choses, il n'y a pas d'autre moyen que de se conformer à l'esprit et à la lettre des traités en vigueur sur la limitation des armements et le désarmement. Nous devons renforcer ces traités en concluant d'autres instruments. A cet effet, il convient de donner une impulsion aux négociations bilatérales pour répondre aux grands espoirs qu'elles suscitent. Il faut conserver l'esprit de Reykjavik. Pour cela, il faut aussi tirer la Conférence du désarmement de l'état de paralysie où elle est tombée en lui permettant d'entreprendre les tâches qui lui sont confiées, au lieu de continuer d'émettre des doutes sur la portée de son mandat ou de faire obstacle à ses travaux. Les négociations bilatérales et multilatérales ne correspondent pas à deux possibilités différentes; elles se complètent et s'appuient l'une l'autre. Ces efforts doivent être guidés par la conscience mondiale et la volonté internationale, telles qu'elles se reflètent dans les résolutions de l'Assemblée générale. Ils doivent répondre aux appels contenus dans les déclarations du mouvement non aligné et des six pays représentant les cinq continents.

(M. Alfarargi, Egypte)

De même que la majorité des Etats, nous estimons qu'une interdiction des essais nucléaires est un premier pas indispensable si nous voulons sérieusement nous efforcer de prévenir la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires et réaliser le désarmement nucléaire, protégeant ainsi le monde du fléau d'une guerre nucléaire. C'est la raison pour laquelle nous éprouvons une inquiétude croissante, d'une part, devant l'insistance que mettent certains Etats dotés d'armes nucléaires à poursuivre leurs essais nucléaires en invoquant la nécessité de maintenir leur capacité de dissuasion nucléaire et d'assurer le bon état de leurs stocks d'armes nucléaires, et d'autre part devant les doutes qu'ils émettent quant à l'efficacité des procédures de vérification eu égard aux techniques dont on dispose actuellement. Tous ces arguments ne sont pas valables et ne servent qu'à justifier la poursuite des essais nucléaires. Nombre des orateurs qui m'ont précédé dans cette même salle les ont réfutés. Il est regrettable que certains de ces Etats soient parties au Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires et au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et qu'ils en soient même les dépositaires. Ces Etats se sont engagés à oeuvrer pour une interdiction complète des essais, la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. On attendait d'eux qu'ils ouvrent la voie à un régime global de non-prolifération, encourageant ainsi les Etats non parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à y adhérer. Or, ces mêmes Etats, par leur attitude actuelle, risquent de perdre leur crédibilité en tant que modèles à suivre. En fait, ils encouragent les Etats non parties à rester en dehors de ce Traité et pis encore, à développer davantage leurs propres capacités nucléaires. C'est là une autre cause de préoccupation, en particulier lorsqu'on sait que certains de ces Etats sont situés au Moyen-Orient et que le régime raciste d'Afrique du Sud figure parmi eux. En se tenant à l'écart du Traité sur la non-prolifération et en développant leurs propres capacités nucléaires, ils risquent d'entraîner ces deux régions dans un conflit nucléaire qui aurait de graves conséquences, non seulement pour ces régions, mais pour le monde entier.

Dans ce contexte, nous approuvons toute mesure susceptible de réaliser l'objectif d'une interdiction des essais nucléaires. Nous sommes opposés à toute action qui nous détourne de cet objectif. Nous saluons à nouveau la proclamation par l'Union soviétique d'un moratoire unilatéral sur ses essais nucléaires le 6 août 1985, ainsi que la prorogation de ce moratoire à plusieurs reprises. Nous regrettons que les autres Etats nucléaires, en particulier les Etats-Unis, n'aient pas réagi par une mesure analogue, d'autant plus que personne n'a mis en doute la sincérité de l'Union soviétique dans l'application de sa décision. Nous comprenons qu'elle ait décidé de ne plus se considérer comme liée par ce moratoire unilatéral. Cependant, nous continuons de penser qu'il est nécessaire que les Etats nucléaires proclament un moratoire sur leurs essais nucléaires, ce qui créerait le climat voulu pour négocier un traité d'interdiction des essais nucléaires.

Nous nous réjouissons également de la décision prise par l'administration américaine de transmettre au Congrès, pour ratification, les deux projets de traités relatifs aux essais souterrains et aux explosions nucléaires pacifiques. Il y a longtemps que nous attendions cette décision, et nous

(M. Alfarargi, Egypte)

espérons que ces accords seront ratifiés le plus tôt possible. Nous avons appris avec satisfaction que le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev ont évoqué la question d'une interdiction des essais nucléaires lors de leur dernière rencontre à Reykjavik, et qu'ils ont envisagé la possibilité de conclure un accord sur la réduction du nombre et de la puissance des essais nucléaires, ainsi que sur des procédures de vérification adéquates.

Tout en applaudissant à toutes ces mesures, notre objectif demeure la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La Conférence du désarmement est le cadre le plus approprié pour conclure un tel traité et lui donner le caractère universel que nous espérons tous lui voir prendre. C'est la raison pour laquelle nous regrettons que la Conférence du désarmement, au cours de ses trois dernières sessions, n'ait pas été en mesure de rétablir le Comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires, malgré les nombreuses tentatives faites pour parvenir à un compromis. Nous espérons que la Conférence, à sa présente session, réussira à rétablir ce Comité spécial et à sortir ainsi de l'impasse. Il ne fait aucun doute que la résolution 41/46 A de l'Assemblée générale est une base satisfaisante à cet égard. Elle contient de nombreuses concessions que l'on nous a présentées, au cours des stades précédents des travaux de la Conférence, comme étant de nature à amener les Etats qui ont formulé des objections à reconsidérer leur position. Cette résolution démontre également toute la souplesse dont font preuve les Etats qui l'ont parrainée et qui ont voté en sa faveur. C'est là un fait positif qu'il ne faudrait pas sous-estimer et qui devrait susciter une réponse positive.

L'Egypte a été l'un des premiers Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre d'armes chimiques et bactériologiques. L'Egypte a été à l'avant-garde des Etats qui ont signé la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques et sur leur destruction, bien que la situation existant dans notre région ne nous ait pas permis de le ratifier rapidement. Forts de ces antécédents et dans le cadre de la continuité de la politique égyptienne, nous appuyons pleinement les efforts actuellement déployés en vue de conclure un traité sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction.

L'Egypte n'hésitera pas à faire tout son possible pour parvenir à réaliser cet objectif. Nous voudrions voir réaliser un traité qui interdirait pleinement et efficacement la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques et assurerait leur destruction, sans toutefois entraver l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques. Nous aspirons à un traité qui comprendrait des dispositions de vérification efficaces, sans que ces procédures dépassent les exigences effectives du traité ou servent indirectement à menacer la sécurité nationale des Etats parties. Nous estimons que l'adhésion au traité dépendra dans une large mesure des dispositions qu'il contiendra concernant la coopération internationale en vue du développement de l'utilisation pacifique des industries chimiques.

(M. Alfarargi, Egypte)

Dans ce contexte, nous nous félicitons de la décision prise par le Comité spécial d'envisager cet aspect du traité au cours de sa session actuelle. Enfin, je voudrais souligner que la conclusion d'un traité acceptable pour toutes les parties et auquel tous les pays adhéreraient est une des conditions préalables nécessaires pour assurer son universalité.

A cette occasion, permettez-moi d'exprimer mes remerciements au représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Cromartie, pour les efforts qu'il a accomplis alors qu'il présidait le Comité spécial à sa session précédente. Qu'il me soit également permis de féliciter le représentant de la Suède, l'ambassadeur Ekéus pour son accession à la présidence du Comité spécial à sa présente session. Nous savons tous le rôle qu'a joué et que joue actuellement la délégation suédoise, et en particulier l'Ambassadeur Ekéus lui-même, dans les négociations en cours pour conclure un traité d'interdiction des armes chimiques. Nous lui souhaitons le plein succès dans sa tâche. Nous espérons que le Comité spécial terminera la rédaction du projet de traité à temps pour pouvoir le présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session, conformément à la résolution 41/58 B de l'Assemblée générale.

Il est indéniable que des progrès ont été accomplis dans le domaine de la science et de la technique et, qui plus est, en permanence, jour après jour. La technologie spatiale actuelle constitue le nouveau maillon de la chaîne de l'évolution et présente des aspects à la fois bénéfiques et néfastes pour l'humanité. Du côté positif, chaque nouvelle découverte et invention s'ajoute à la liste des victoires permettant à l'homme d'accroître son bien-être, de satisfaire ses aspirations et d'élever son niveau de vie. Le bilan négatif fait ressortir la puissance destructrice au service des tendances égoïstes des Etats en mesure d'exploiter la technologie sur le plan militaire pour imposer leur hégémonie et porter la course aux armements à des sommets extrêmement dangereux, où la sécurité et la tranquillité sont neutralisées, même pour les Etats qui se tiennent à l'écart.

Telle est la raison pour laquelle la prévention d'une course aux armements dans l'espace s'impose d'elle-même à l'ordre du jour de toutes les instances et réunions internationales consacrées à la limitation des armements et au désarmement. Cela est particulièrement vrai depuis que les Etats-Unis ont proclamé leur initiative de défense stratégique. A l'heure actuelle, tout le monde ou presque s'accorde à reconnaître que l'extension à l'espace de la course aux armements et la mise en oeuvre de l'IDS constituent une grave escalade qui aura de lourdes conséquences dans tous les domaines, politique, militaire et économique.

Si nous évoquions, il y a quelques années, la possibilité de maîtriser les techniques nécessaires pour mettre au point et fabriquer des armes spatiales, en essayant d'imaginer les dangers que cela comportait, nous nous alarmons maintenant de voir que nous avons effectivement atteint ce stade. Il est inquiétant d'entendre préconiser l'accélération de la fabrication et du déploiement des systèmes d'armes spatiales : le danger devient réel, alors qu'il n'était que virtuel.

(M. Alfarargi, Egypte)

La question est encore plus complexe du fait que certains Etats cherchent à participer à l'IDS. Si leur but déclaré est le profit purement matériel, nous sommes certains qu'ils n'en obtiendront pas moins la technologie de pointe qui leur permettra, tôt ou tard, de faire proliférer les armes spatiales et, directement ou indirectement, de perfectionner les armements classiques. Le problème devient plus grave encore lorsque certains de ces Etats se trouvent dans des régions où la tension règne déjà, et en particulier lorsqu'ont échoué les efforts visant à lier ces Etats aux traités concernant la limitation des armements et le désarmement.

Combien souhaiterions-nous que la maîtrise de la technologie spatiale et les nouveaux horizons qu'elle a ouverts ne contribuent qu'au bien de l'humanité ! Combien souhaiterions-nous que l'espace, patrimoine commun de l'humanité, soit exploré et exploité exclusivement à des fins pacifiques !

Si, par le passé, nous avons lancé un appel pour qu'un ou plusieurs accords soient conclus en vue de prévenir une course aux armements dans l'espace, cet appel a maintenant acquis de l'urgence face à l'évolution de la situation. Car il est incontestable qu'il est plus facile de prévenir cette course maintenant, avant que les puissances spatiales n'élargissent leur mainmise sur l'espace et le militarisent au point d'enrayer les efforts dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, voire d'engendrer une destruction totale. A ce propos, il nous faut avouer ne pas comprendre comment l'objectif déclaré des négociations bilatérales entre les deux superpuissances peut être de prévenir une course aux armements dans l'espace alors même que les Etats-Unis mettent au point, en vue de les déployer, des systèmes d'armes spatiales dont l'interdiction et la destruction font justement l'objet des négociations en cours.

Là encore, s'il s'agit de fixer un ordre de priorité, nous estimons pour notre part nécessaire, face à la situation actuelle, de prendre des mesures dans trois directions : en premier lieu, pour arrêter la mise au point d'armes antisatellites et démanteler les systèmes existants; en deuxième lieu, pour interdire l'introduction de nouveaux systèmes d'armes dans l'espace; en troisième lieu, pour veiller à ce que les traités en vigueur garantissant les utilisations pacifiques de l'espace, de même que le Traité de 1972 concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, soient pleinement respectés et, au besoin, renforcés et élargis face aux progrès techniques récents.

Etant donné la situation actuelle et toutes ses ramifications, nous ne pouvons qu'exprimer notre insatisfaction devant les tentatives visant à empêcher la Conférence du désarmement, qui est chargée de mener les négociations nécessaires, de conclure un ou plusieurs accords, selon qu'il conviendra, pour prévenir une course aux armements dans l'espace, et cela d'autant plus que les négociations bilatérales n'incitent guère à l'optimisme et n'ont pu enregistrer aucun progrès jusqu'à présent. De surcroît, cet échec à propos de l'espace a entravé les possibilités d'accord dans d'autres domaines. Dans sa résolution 41/53, l'Assemblée générale réaffirme que la Conférence du désarmement a un rôle primordial à jouer dans la négociation

(M. Alfarargi, Egypte)

d'un ou de plusieurs accords multilatéraux, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects. Malgré les travaux importants qu'a effectués le Comité spécial durant ses deux dernières sessions, il faut qu'il y ait un lien plus spécifique entre ces travaux, à toute étape donnée, et l'objectif final approuvé à l'unanimité par la communauté internationale, qui est de conclure un ou plusieurs accords en vue de prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous espérons que le Comité spécial surmontera rapidement les difficultés de procédure concernant l'accord sur un mandat approprié et un programme de travail lui permettant d'avancer vers son objectif final.

Ce n'est pas une coïncidence si, dans le cadre du point consacré à l'interdiction des armes radiologiques, la grande majorité des Etats membres de la Conférence ont accordé une attention soutenue à la question des attaques contre des installations nucléaires. Ces Etats se font là l'écho de la majeure partie de la communauté mondiale - comme le montrent aussi les nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale - la dernière en date étant la résolution 41/59 I - et par d'autres groupements internationaux. Ce souci est dicté par le désir qu'ont un grand nombre d'Etats de construire des réacteurs afin de tirer parti de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. En même temps, ces Etats tiennent à ne pas devenir les otages des risques d'irradiation provenant d'une attaque contre leurs installations.

L'agression israélienne contre le réacteur nucléaire iraquien montre bien à quoi peuvent être exposées les installations nucléaires. De même, l'accident de Tchernobyl est un exemple des effets dangereux des rayonnements sur l'environnement et la population. Selon nous, ces deux incidents soulignent que la Conférence du désarmement est importante pour l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires et doit nécessairement examiner cette question, en particulier du fait que de nombreuses autres instances internationales l'en ont saisie. C'est pourquoi nous sommes préoccupés par le fait que certains membres persistent à élever des doutes quant à la compétence de la Conférence dans ce domaine. Nous constatons avec regret que les travaux du Comité spécial, à sa dernière session, ont manifestement régressé à cet égard. Tout en souhaitant vivement que la Conférence examine cette question, nous ne sous-estimons pas pour autant les difficultés et les diverses considérations des Etats membres en matière de sécurité, ni non plus la nécessité de trouver des solutions qui soient satisfaisantes et acceptables pour tous. Nous pensons que le moyen de régler le problème consiste à poursuivre les négociations, à explorer de nouvelles démarches et de nouvelles propositions. Il ne consiste certainement pas à opposer délibérément des obstacles aux travaux du Comité spécial, voire à empêcher son rétablissement, comme le font certains membres.

L'intérêt que nous accordons à l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires ne doit pas être interprété comme une tentative visant à amoindrir l'importance de la question de l'interdiction des armes radiologiques. Selon nous, si certains jugent inacceptable de se concentrer

(M. Alfarargi, Egypte)

sur l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, il convient, dans ces conditions - et indépendamment du fait que nous estimons que l'interdiction d'une menace réelle l'emporte sur celle d'une menace potentielle - d'examiner au moins les deux questions simultanément.

Il va sans dire qu'en évoquant un nombre illimité de points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence et qu'en précisant la position de l'Egypte à leur égard, je n'ai nullement l'intention de minimiser l'importance que nous attachons aux autres problèmes. Nous espérons que le Comité spécial sur le programme global de désarmement, placé sous la présidence éclairée de l'ambassadeur García Robles, représentant du Mexique, réussira à élaborer le projet de programme avant la fin de la première partie de la présente session afin de pouvoir en saisir l'Assemblée générale à sa prochaine session. Nous sommes convaincus que cela est possible s'il existe la volonté politique requise et si les différents Etats font preuve d'une souplesse suffisante, notamment en ce qui concerne les paragraphes du programme portant sur les questions nucléaires, les phases d'application et le calendrier.

Nous partageons l'opinion des membres qui ont souligné que la Conférence devait accorder toute l'importance voulue à la question des garanties négatives de sécurité. Nous estimons que l'octroi de garanties de ce genre dans un document international ayant force obligatoire, sans être assorties de conditions, est une exigence légitime et juste de la part des Etats non nucléaires. Nous sommes certains que le Comité spécial, s'il est rétabli, pourra trouver la formule appropriée pour répondre à cette exigence.

Nous pensons aussi que la création de comités spéciaux, dotés de mandats appropriés, constitue le meilleur moyen d'examiner, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la question relative à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, et celle qui concerne la prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées.

Nous ne nions pas que notre conférence soit influencée, en bien ou en mal, par le climat international et les relations entre les deux superpuissances, en général, et par l'état de leurs négociations bilatérales en particulier. Mais, indépendamment de l'évaluation de cette influence, nous estimons nécessaire que la Conférence réussisse à donner de l'impulsion à ses travaux, de manière à pouvoir remplir les tâches qui lui ont été confiées au titre du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Selon nous, la convocation de la troisième session extraordinaire en 1988 doit permettre à la Conférence de confirmer sa crédibilité en présentant à l'Assemblée générale des projets de traités spécifiques sur la limitation des armements et le désarmement, traités qui assureraient aux peuples du monde la paix et la sécurité dont ils ont besoin pour pouvoir progresser et jouir de la prospérité.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Egypte pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées au Président et au pays que celui-ci représente.

(Le Président)

La liste des orateurs est maintenant épuisée. Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant du Mexique.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Les représentants auront reçu aujourd'hui le document publié sous la cote CD/739. Ce document contient une lettre signée par quatre représentants permanents, ceux de l'Argentine, de l'Inde, de la Suède et du Mexique, dans laquelle il est demandé que soit reproduite et distribuée comme document de la Conférence du désarmement la déclaration commune que les dirigeants des six pays auteurs de l'Initiative pour la paix et le désarmement ont faite à la veille de la nouvelle année. Comme il y figure un paragraphe - le sixième - qui se réfère spécifiquement à la question d'un moratoire susceptible de constituer un premier pas vers l'élaboration d'un traité visant à mettre fin aux essais nucléaires, il me paraît opportun, du fait que ce thème est inscrit parmi ceux qui ont été recommandés pour la présente session de la Conférence, de donner lecture de la partie la plus pertinente de ce paragraphe, où il est dit ce qui suit : "Les essais nucléaires, quel que soit le pays qui y procède, ne se justifient pas. Nous appelons de nouveau les Etats-Unis à reconsidérer leur politique en matière d'essais nucléaires, pour qu'il y ait moyen d'établir un moratoire bilatéral. Nous maintenons notre offre d'apporter notre concours pour assurer une vérification adéquate d'un tel moratoire. Nous sommes prêts à y donner suite dès qu'il le faudra."

Le PRESIDENT : Je remercie de sa déclaration le représentant du Mexique. Je ne vois pas d'autres membres qui voudraient prendre la parole.

Vous vous rappellerez que, conformément à ce qui a été convenu à notre dernière séance plénière, la Conférence tiendra, à titre exceptionnel, sa prochaine séance plénière le jeudi 19 février 1987, à 10 h 30. Il nous faudra peut-être, à cette occasion, nous réunir brièvement à titre officieux, lorsque la liste des orateurs aura été épuisée, afin d'examiner la demande d'un Etat non membre visant à participer aux travaux de la Conférence.

La séance est levée à 12 h 45.